




# LES MICRO -ENTREPRENEURS, DES ENTREPRENEURS COMME LES AUTRES ?







# ÉDITO



Le nombre de micro-entrepreneurs est en constante augmentation en France depuis la création de ce régime en 2008. L'engouement est tel que ce statut dope les statistiques de la création d'entreprises. En effet, deux tiers des entreprises créées sont sous le régime du micro-entrepreneuriat. Voulu initialement pour permettre à des personnes de développer des compléments d'activité, ce régime a évolué et présente des réalités hétéroclites.

Il existe un débat récurrent sur le micro-entrepreneuriat : est-ce véritablement une démarche entrepreneuriale ? Y-a-t-il un véritable projet avec une ambition de développement ? Le micro-entrepreneuriat s'inscrit-il dans une volonté émancipatrice de la part du micro-entrepreneur ou au contraire véhicule-t-il une forme d'asservissement dans un contexte d'uberisation accélérée de l'économie ? Devons-nous soutenir un phénomène qui globalement produirait de la précarité puisque, selon l'INSEE, les micro-entrepreneurs en activité principale avaient en 2019 un revenu mensuel moyen de 680 euros ?

Cette étude, impulsée par la Fondation Entreprendre et réalisée par Julie Rieg de Change it use it, cherche à établir un état des lieux non-exhaustif du micro-entrepreneuriat en France. En complément de la littérature existante, nous avons voulu savoir qui sont les micro-entrepreneurs, comment ils vivent "l'expérience du micro-entrepreneuriat" et quels sont leurs besoins d'accompagnement qui seraient encore insuffisamment couverts.

Plus particulièrement, nous avons voulu explorer les disparités sociologiques, sociales, économiques et motivationnelles du recours au micro-entrepreneuriat. Il nous semble essentiel de sortir des idées préconçues sur le micro-entrepreneuriat et de chercher à caractériser les contrastes de situation des entrepreneurs (situation subie, faute d'accès à un emploi ? situation choisie ?) ainsi que les ambitions sous-jacentes de la démarche (développement d'un revenu de subsistance ou d'appoint ? tremplin avant de créer une entreprise ?).

Nous avons aussi voulu éclairer sur les principales problématiques rencontrées par les micro-entrepreneurs et les besoins d'accompagnement qui en découlent, dans les phases clés afin qu'ils puissent sécuriser leur situation et s'inscrire dans une démarche entrepreneuriale épanouissante et émancipatrice. Pour terminer, nous avons cherché à comprendre quels sont les défis et opportunités pour améliorer durablement l'accompagnement des micro-entrepreneurs en France, au regard des besoins identifiés.



# SOMMAIRE

5	CHAPITRE 1 - OBJECTIFS ET MÉTHODE DE L'ÉTUDE
8	CHAPITRE 2 - LA SOCIOLOGIE DES MICRO - ENTREPRENEURS
14	CHAPITRE 3 - LES BESOINS DES MICRO - ENTREPRENEURS
22	CHAPITRE 4 - L'ACCOMPAGNEMENT DES MICRO - ENTREPRENEURS
26	CHAPITRE 5 - LES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DES MICRO -ENTREPRENEURS
32	CHAPITRE 6 - RECOMMANDATIONS À L'ATTENTION DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DES POUVOIRS PUBLICS
40	CHAPITRE 7 - ANNEXES

Février 2023

Etude réalisée par le cabinet Change it Use it (raison sociale Julie Rieg)



# CHAPITRE 1

## OBJECTIFS ET MÉTHODE DE L'ÉTUDE



# CONTEXTE ET ÉTAPES MÉTHODOLOGIQUES

## UNE ÉTUDE À VISÉE OPÉRATIONNELLE

Cette étude commanditée par la Fondation Entreprendre en 2022 a pour objectif de :

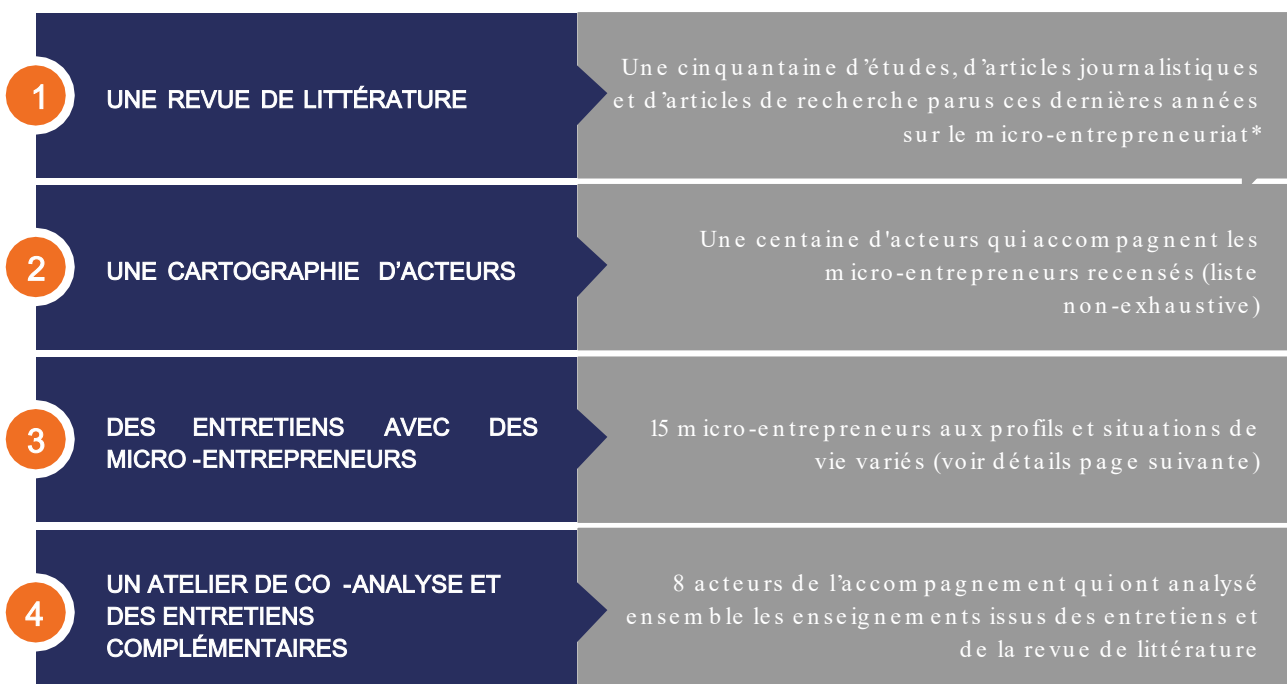
- 1- **documenter la sociologie des micro-entrepreneurs** (caractéristiques socio-professionnelles, motivations à devenir micro-entrepreneur, difficultés rencontrées aux différentes étapes du projet entrepreneurial, besoins d'accompagnement...);
- 2- **faire une cartographie des acteurs de l'accompagnement du micro-entrepreneuriat** (listing d'une centaine d'acteurs, analyse de leur périmètre et champ d'action, analyse des forces et des faiblesses...);
- 3- **analyser les conditions d'amélioration de l'accompagnement des micro-entrepreneurs et formuler des recommandations** pour améliorer leur accompagnement, à l'attention des acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat et des pouvoirs publics.

### Liste des acteurs de l'accompagnement rencontrés dans le cadre de cette étude

Tous les acteurs de l'accompagnement mobilisés durant l'atelier de co-analyse travaillent déjà avec des micro-entrepreneurs. Ils ont partagé leur expérience et leur connaissance de ce public.

- **Michel Allain**, Président, Acte44
- **Jean-Christophe Eber**, Délégué Général, Cresus
- **Séverine Fillion**, Directrice générale adjointe, BGE
- **Grégoire Héaulme**, Directeur Ile-de-France et Centre-Val de Loire, Adie
- **Eric Mattei**, Président, UPSME (Union Professionnelle au Service des Micro-Entrepreneurs)
- **Johanna Maussion**, Responsable de programme, Bpifrance
- **Elise Picon**, Co-directrice, Airelle
- **Samira Sadi**, Coordinatrice IDF, Action'elles

## QUATRE ÉTAPES MISES EN ŒUVRE



\*La liste des références mobilisées est accessible en annexe de ce document.





## PROFIL DES MICRO -ENTREPRENEURS INTERVIEWÉS

Les micro-entrepreneurs présentés ci-dessous ont participé à des entretiens individuels de 45 minutes à 1h30 en échange d'un chèque cadeau de 20 euros. Ils ont été recrutés à l'aide d'un questionnaire en ligne - relayés sur les réseaux sociaux et par l'intermédiaire d'acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat -, questionnaire dans lequel ils étaient invités à donner quelques informations sur eux et sur leur micro-entreprise. 37 personnes ont répondu positivement à la proposition. 15 d'entre elles ont été sélectionnées, en veillant au maximum à la diversité de situations en termes de genre, d'âge, de situation de vie personnelle et professionnelle, de secteur d'activité et d'ancienneté de la micro-entreprise, de l'exercice de la micro-entreprise en tant qu'activité prioritaire ou secondaire ou encore de l'accompagnement reçu. Les prénoms des personnes interviewées ont été changés, sous couvert d'anonymat.



**Joséphine**, femme, 55-64 ans, seule avec enfant(s), territoire rural, micro-entrepreneur depuis 2016 dans le bien-être et les soins, activité principale, CA de 36 200 euros



**Djibri I**, homme, moins de 25 ans, seul sans enfant, territoire métropolitain, micro-entrepreneur depuis 2020 en graphisme, étudiant, activité secondaire, CA de 4 000 euros



**Bastien**, homme, 45-54 ans, en couple avec enfant(s), territoire rural, micro-entrepreneur depuis 2014 dans la formation, activité principale, CA de 32 000 euros



**Ludivine**, femme, 55-64 ans, en couple avec enfant(s), grande ville, micro-entrepreneur depuis 2011 dans le bien-être et les soins, activité secondaire depuis 2021, CA de 13 000 euros



**Annaelle**, femme, 35-44 ans, en couple avec enfant(s), petite ville, micro-entrepreneur depuis 2022 dans les arts, activité secondaire, CA de 0 euro



**Marc**, homme, 35-44 ans, en couple avec enfant(s), petite ville, micro-entrepreneur depuis 2018 en gestion de patrimoine, activité secondaire depuis 2022, CA de 1 200 euros



**Steve**, homme, 25-34 ans, seul sans enfant, territoire rural, micro-entrepreneur depuis 2009 dans la communication digitale, activité principale, CA de 27 000 euros



**Michelle**, femme, entre 55 et 64 ans, seule sans enfant, territoire rural, micro-entrepreneur depuis 2020 dans le ménage, activité principale, CA de 20 000 euros



**Christine**, femme, 55-64 ans, en couple sans enfant, territoire rural, micro-entrepreneur en 2017 puis passage en CAE dans l'éducation, activité principale, CA de 30 000 euros



**Mathieu**, homme, 45-54 ans, en couple sans enfant, territoire rural, micro-entrepreneur depuis 2015 dans la construction, activité principale, CA de 65 000 euros



**Pierre**, homme, 55-64 ans, seul avec enfant(s), territoire métropolitain, micro-entrepreneur de 2016 à 2017 dans l'industrie, activité principale, CA de 44 489 euros



**Emilie**, femme, 25-34 ans, seule avec enfant(s), reconnue travailleur handicapé, banlieue parisienne, micro-entrepreneur depuis 2021 dans l'architecture d'intérieur, activité principale, CA de 0 euro



**Geneviève**, femme, 55-64 ans, en couple avec enfant(s), territoire rural, micro-entrepreneur depuis 2020 dans les activités funéraires, activité principale à temps partiel, CA non-divulgué



**Ali**, homme, 35-44 ans, reconnu travailleur handicapé, vit avec ses parents, DROM, micro-entrepreneur depuis 2021 dans le cinéma, activité principale, CA de 0 euro



**Ghassan**, homme, 25-34 ans, seul sans enfant, Paris, micro-entrepreneur de 2017 à 2020 en tant que coursier, étudiant, activité secondaire, CA de 16 000 euros



# CHAPITRE

## 2

### LA SOCIOLOGIE DES MICRO -ENTREPRENEURS





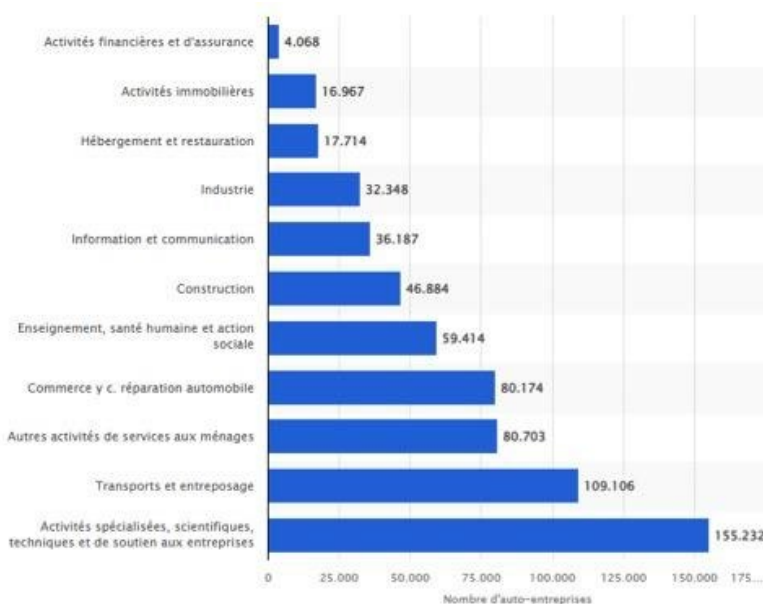
# L'ESSOR ET L'ENCADREMENT PROGRESSIF DE LA MICRO -ENTREPRISE

## CONSTATS

Le statut d'auto-entrepreneur, appelé micro-entrepreneur depuis 2016, a été créé dans le cadre de la Loi LME (Loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 n°2008-776). Il est à l'origine "*destiné aux entrepreneurs individuels ou aux particuliers ayant ou voulant avoir une activité complémentaire sans créer de société*" (Journal du net, 2010). Il permet de bénéficier de la franchise de la TVA, de l'exonération de la CTE (Contribution Économique Territoriale) et d'un paiement forfaitaire des charges sociales sous respect du plafond des chiffres d'affaires annuels (32 900 euros pour les professions artisanales et libérales et 82 200 euros pour les professions commerciales).

Le régime rencontre un vif succès, et ce d'autant plus depuis 2018 avec le relèvement des plafonds de chiffre d'affaires. En effet, le nombre de micro-entreprises immatriculées chaque année a plus que doublé en quatre ans, passant de 241 800 en 2017 à 641 500 en 2021 (INSEE). Chaque année, environ deux tiers des entreprises le sont sous le régime de la micro-entreprise et le statut n'a de cesse de croître. Une hausse qui s'explique par la facilité à déposer le statut, mais aussi plus largement par le regain d'intérêt pour l'entrepreneuriat et par la quête de sens toujours plus forte chez les salariés.

Nombre de micro-entreprises créées en 2021 selon le secteur d'activité



Contrairement à l'intention de départ, l'utilisation du statut ne fait pas uniquement l'objet de compléments d'activité. Au contraire, **57 % des micro-entrepreneurs l'utilisent comme activité principale en 2018 (INSEE)**. Face au développement du statut et à son usage majoritaire en activité principale, le régime de la micro-entreprise est de plus en plus encadré avec notamment l'obligation de détenir un compte bancaire dédié et de souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle.

L'essor des micro-entreprises est néanmoins à relativiser dans la mesure où certaines d'entre elles ne génèrent aucune activité. D'après l'Urssaf, la moitié des micro-entreprises créées en 2021 n'ont développé aucune activité sur l'année. Un phénomène qu'Elise Picon, co-directrice de l'association Airelle, explique par la facilité de déposer le statut, qui amène les individus à se lancer sur un "*coup de tête*" et "*sans réel projet derrière*".

## CHIFFRES CLÉS



**+15 %**

hausse du nombre de micro-entrepreneurs entre 2020 et 2021, avec 2,229 millions de micro-entrepreneurs administrativement actifs fin 2021 (Urssaf)



**62 %**

part des entreprises créées sous le régime de micro-entrepreneur en 2022, contre 66 % en 2018 et 51 % en 2014 (INSEE)

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Unir les forces des acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat pour faire face à l'essor des micro-entreprises et toucher plus de monde



# LES MICRO -ENTREPRENEURS SONT PROCHES DES AUTRES ENTREPRENEURS EN TERMES D'ÂGE ET DE GENRE

## CONSTATS

Les entrepreneurs sont plus jeunes et plus féminins d'année en année. Si ces deux tendances touchent particulièrement les micro-entrepreneurs, on les observe aussi pour les autres types d'entreprises créées.

### Âge

L'âge moyen des créateurs d'entreprises individuelles est passé de 38,2 ans en 2010 à 35 ans en 2021 (Gatien Guemas). Ce rajeunissement est principalement dû aux micro-entrepreneurs, majoritaires en nombre de créations chaque année. En effet, il y a 41 % de créateurs de moins de 30 ans chez les micro-entrepreneurs en 2021, contre 35 % chez les entrepreneurs individuels classiques (Le Mag de l'entreprise). Le secteur "transport et entreposage" contribue particulièrement à cet écart car il représente une large part des créations de micro-entreprises ces dernières années. Or 62 % des créateurs de micro-entreprises dans ce secteur sont âgés de moins 30 ans. Mais, si la micro-entreprise rajeunit l'âge moyen des créateurs, **cette tendance touche aussi les entreprises classiques**. L'âge moyen des créateurs de société était de 40 ans en 2021, soit 1,4 point de moins par rapport à 2018 (Xerfi).



41 %



des micro-entrepreneurs ont moins de 30 ans en 2021, contre 35 % chez les entreprises individuelles classiques (INSEE)

### Genre

Les femmes représentaient 41 % des créations d'entreprises individuelles en 2021, taux stabilisé depuis 2015. **Les micro-entrepreneurs enregistrent des taux tout à fait similaires, notamment lorsque l'on considère les micro-entreprises réellement actives après leur création.**



40 %



de femmes parmi les micro-entreprises actives après leur création en 2018, contre 37 % si l'on considère toutes les créations, y compris inactives (INSEE)

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :



# LES MICRO -ENTREPRENEURS SONT MOINS DIPLOMÉS ET MOINS ACTIFS AVANT LE DÉPÔT DU STATUT

## CONSTATS

S'ils sont proches des autres entrepreneurs en âge et en genre, **les micro-entrepreneurs sont en revanche moins diplômés**. Ils sont aussi plus souvent sans activité professionnelle avant le dépôt du statut, et également davantage au chômage.

### Niveau de diplôme

**29 % des micro-entrepreneurs ont un diplôme équivalent à un BAC+3 ou plus en 2017 contre 56 % dans la population des entrepreneurs en général**, soit deux fois moins (Crocis). Cette différence de niveau d'éducation s'explique entre autres par le fort développement du régime dans les secteurs "autres activités de services aux ménages" et "transport et entreposage", métiers qui ne nécessitent pas de longues études. Les micro-entrepreneurs qui travaillent par le biais d'une plateforme digitale sont particulièrement concernés.

### Activité précédente

Les données de l'INSEE montrent que les micro-entrepreneurs sont autant d'anciens salariés (37 %) ou d'agents de la fonction publique que les autres (respectivement 5 et 4 %), un peu plus d'anciens chômeurs (28 % contre 20 %) et surtout davantage des personnes sans activité professionnelle (12 % contre 5 %). Ils sont aussi moins nombreux à être déjà indépendants avant le dépôt du statut (5 % contre 18 %) ou chefs d'entreprise (2 % contre 12 %). Enfin, ils sont 11 % à être étudiant ou scolaire avant la création, contre 4 % pour les entrepreneurs classiques.

## CHIFFRES CLÉS



80 %

des micro-entrepreneurs qui travaillent par le biais d'une plateforme numérique ont au plus le baccalauréat (IFFSTAR).



POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Convaincre les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....Page 35

Travailler en continuité avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux pour toucher les micro-entrepreneurs au plus tôt.....Page 37



# LA MICRO -ENTREPRISE N'EST PAS TOUJOURS SUBIE (1)

## CONSTATS

LegalPlace rend compte de trois motivations principales à la création d'une micro-entreprise : **compléter ses revenus** en tant qu'étudiant, salarié ou retraité (46 % des micro-entrepreneurs à l'échelle nationale, 30 % en Ile-de-France), **assurer son propre emploi** en raison de difficultés à trouver un emploi salarié (environ 40 % à l'échelle nationale et 30 % en Ile-de-France) et **tester une activité entrepreneuriale** (environ 14 % à l'échelle nationale et 30 % en Ile-de-France).

La création d'une micro-entreprise est totalement subie pour certains micro-entrepreneurs ; c'est notamment le cas de ceux qui cherchent à assurer leur propre emploi. Les autres causes du micro-entrepreneuriat subi sont les soucis de santé et plus largement les accidents de la vie (divorce...) qui ne permettent pas de continuer une activité salariée. C'est le cas de Marc qui a créé sa micro-entreprise à la suite d'emplois physiquement difficiles qui l'ont conduit à un surmenage et à des problèmes de santé. C'est aussi le cas de Pierre qui est entré en conflit pour obtenir la garde de ses enfants suite à un divorce, ce qui a impacté la qualité du travail qu'il fournissait et lui a coûté son emploi salarié. Toutefois, si les personnes créent leur entreprise de manière subie, cela ne signifie pas qu'elles vivent mal l'entrepreneuriat pour autant. Au contraire, plusieurs interviewés témoignent d'une vraie satisfaction et même d'une réussite de leur activité.

Pour la chercheuse Sarah Abdelnour, **le recours au micro-entrepreneuriat pour les personnes qui souhaitent créer leur propre emploi est le "effet des échecs dans l'intégration de conditions plus stables d'emploi"** et peut être considéré comme **"une conséquence de la promotion d'un contournement délibéré du salariat"** (Denis Giordano). Dans ce cas de figure, il est difficile de penser et donc d'accompagner le micro-entrepreneuriat sans tenir compte des conditions générales d'employabilité.

Pour d'autres, comme les chercheurs **Michelle Hentic-Giliberto** et **Robert Paturel**, **"ce régime semble s'inscrire dans un processus d'apprentissage entrepreneurial qui aide au développement du goût d'entreprendre de l'individu"**. Pour plusieurs interviewés, il s'agit même de sortir du système salarial, ce qui s'inscrit plus globalement dans la crise du sens du travail, les individus cherchant par exemple à équilibrer leurs vies professionnelle et personnelle, à s'organiser comme ils l'entendent ou encore à exercer une activité contributive pour la société en général.

## CHIFFRES CLÉS



46 %

des auto-entrepreneurs se lancent dans l'entrepreneuriat pour obtenir des revenus complémentaires, en parallèle de leur activité principale (INSEE)



25 %

des livreurs déclarent que ce travail est le seul qu'ils aient réussi à trouver. 75 % font ce métier pour compléter leurs revenus (IFFSTAR)



60 %

des personnes qui bénéficient de l'ARCE ou du cumul de l'ARE déclarent que leur projet de création ou de reprise d'entreprise a été formulé avant l'inscription à Pôle emploi. Pour une majorité, le but est de ne pas reprendre une activité salariée. Une minorité (11 %) estime avoir été contrainte à suivre cette voie (Unedic)



## LA MICRO -ENTREPRISE N'EST PAS TOUJOURS SUBIE (2)



### TÉMOIGNAGES

**Christine, Formatrice d'éducation aux médias**

*"J'avais en fait envie de retrouver du travail après un plan social. J'ai découvert qu'à 49 ans on est déjà très vieux. J'ai réalisé que c'était la seule solution pour moi que de créer une entreprise"*

**Marc, Gestion immobilière**

*J'ai eu des soucis de santé parce que je bossais trop ; j'ai fait 3 black out en 1 an dont 2 semaines de coma"*

**Pierre, Conseil industriel**

*"J'ai utilisé le statut de micro -entrepreneur en raison du caractère urgent de ma situation personnelle (divorce, perte de travail, dettes...)"*

**Joséphine, Thérapeute**

*"J'étais cadre et je gagnais un très bon salaire dans le secteur de la finance. J'ai eu un congé parental et ça me trottait dans la tête de faire un bilan de compétences. J'ai décidé de m'orienter dans le bien -être. Je me suis dit que j'aurais dû entreprendre bien avant"*

**Mathieu, Gestion de patrimoine**

*"J'en avais ras-le-bol que mon directeur commercial qui gérait toute l'Europe m'appelle pour me demander ce que va faire la France en termes de chiffres..."*

**Ghassan, Coursier**

*"Beaucoup d'amis faisaient coursier en plus de leurs études, j'ai voulu faire pareil"*



### L'ENTREPRENEURIAT SUBI PARMIS LES 15 MICRO - ENTREPRENEURS INTERVIEWÉS

	Femmes	Hommes	Moins de 34 ans	35-54 ans	55-64 ans	Activité principale	Activité secondaire	Assurer un emploi	Compléter ses revenus	Tester l'activité
Activité subie	5	4	3	2	4	5	4	8	1	0
Activité choisie	2	5	1	4	1	3	2	0	1	5

Les données présentées dans ce tableau ne peuvent pas être généralisées mais elles montrent que **tous les micro -entrepreneurs ne sont pas dans une situation subie, et que le caractère subi de la création touche aussi bien les activités principales que secondaires, les hommes que les femmes, les jeunes que les seniors ...** Ces chiffres semblent aussi souligner que les femmes sont

plus touchées que les hommes par le micro-entrepreneuriat subi, ainsi que les jeunes et les seniors, ce que la revue de littérature confirme. Plusieurs articles montrent en effet que **les difficultés liées à l'emploi sont principalement vécues par les femmes, les seniors, les immigrants, les ruraux, les chômeurs, les individus peu diplômés et les jeunes** qui ont un capital économique, social et humain plus faible.

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

- Faire évoluer l'image des micro-entrepreneurs : ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs.....**Page 34**
- Convaincre les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....**Page 35**
- Travailler en continuité avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux pour toucher les micro-entrepreneurs au plus tôt.....**Page 37**





# CHAPITRE

## 3

### LES PRINCIPAUX BESOINS DES MICRO - ENTREPRENEURS





# LES BESOINS DES MICRO -ENTREPRENEURS SONT SIMILAIRES À CEUX DES ENTREPRENEURS EN GÉNÉRAL

## CONSTATS

Les 15 entretiens menés avec les micro-entrepreneurs rendent compte de **besoins variés à toute étape du projet, de l'idéation au choix du statut, en passant par le pilotage, la communication et le marketing, le réseautage ou encore l'organisation au quotidien** (gestion du temps de travail, équilibre vie personnelle/vie professionnelle...). Une étude réalisée par la Fondation Travailler Autrement en 2018 souligne particulièrement le besoin des micro-entrepreneurs d'accéder à un réseau de contacts pour développer leur clientèle et de formations pour savoir faire face à la fluctuation de l'activité, en raison "d'une *moindre capacité à exploiter les opportunités commerciales*".

Les acteurs de l'accompagnement rencontrés dans le cadre de l'étude sont unanimes : **ces besoins sont les mêmes que ceux des entrepreneurs en général**. Pour eux, l'enjeu se situe ailleurs. Il s'agit de 1- faire en sorte que les acteurs de l'accompagnement, qui n'accompagnent pas

aujourd'hui les micro-entrepreneurs mais qui le pourraient, les accueillent, 2- se faire connaître des micro-entrepreneurs et 3- leur proposer un accompagnement personnalisé (voir les chapitres dédiés à l'accompagnement des micro-entrepreneurs).



## TÉMOIGNAGES

Mme Fillon, DGA de la BGE



*"L'acte d'entreprendre et l'accompagnement sont les mêmes que ce soit une micro ou une entreprise. Les compétences requises sont les mêmes"*

Mme Maussion, Responsable de programme, Bpifrance



*"Ce qui m'a marqué, c'est qu'on est sur les problématiques de n'importe quel entrepreneur"*

## Récapitulatif des besoins chez les 15 micro-entrepreneurs interviewés

1	CRÉATION DU PROJET ENTREPRENEURIAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Idéation</li> <li>• Etude de marché</li> <li>• Choix du statut</li> </ul>
2	PILOTAGE DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vision stratégique</li> <li>• Gestion, administratif</li> <li>• Recherche de financements</li> <li>• Changement de statut</li> </ul>
3	RÉSEAUTAGE ET VISIBILITÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communication et Marketing</li> <li>• Recherche de clients, de partenaires, de prestataires</li> <li>• Échanges avec d'autres entrepreneurs</li> </ul>
4	ORGANISATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion du temps</li> <li>• Équilibre vie personnelle / vie professionnelle</li> </ul>

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :



# LES MICRO -ENTREPRENEURS SONT DAVANTAGE TOUCHÉS PAR LA SOLITUDE

## CONSTATS

Comme pour les entrepreneurs en général, **un sentiment de solitude a été observé chez les micro-entrepreneurs interviewés, notamment les femmes**. Les micro-entrepreneurs rendent souvent compte d'un travail réalisé seul et tout au long de la journée pour ceux dont c'est l'activité principale. Ils effectuent eux-mêmes l'ensemble des tâches nécessaires, l'administratif, le commercial, la communication..., mais aussi les tâches relatives à l'exercice de leur activité. Selon les chercheuses Sophia Galière et Claire Le Breton, les travailleurs de plateforme rendent particulièrement compte de ce sentiment de solitude. Ils sont en quête de solidarité et le font souvent au sein de groupes de discussion libres et autogérés.

**Les acteurs de l'accompagnement qui travaillent avec les micro-entrepreneurs font part d'une solitude encore plus exacerbée chez les micro-entrepreneurs, ces derniers n'étant souvent confrontés qu'à leur.s client.s.** L'aide au réseautage est considérée comme un enjeu clé pour aider les micro-entrepreneurs à diminuer ce sentiment de solitude, et participer au bien-être de la personne et à la pérennité de l'activité exercée. Certains micro-entrepreneurs interviewés le font déjà de manière spontanée, comme Annaelle, autrice, qui échange avec des pairs qui exercent le même métier qu'elle. Steve, formateur en communication digitale, est à la recherche de personnes dont s'entourer (voire d'une associé.e), mais souligne qu'il est difficile de trouver les bonnes personnes. Michelle, personnel de ménage, a aussi cherché un.e associé.e dans le passé mais a laissé tomber pour les mêmes raisons.

## CHIFFRES CLÉS



96 %

des micro-entrepreneurs  
domicilient leur activité à  
domicile (LegalPlace)



## TÉMOIGNAGES

Mme PICON, Co-directrice, Airelle



*"C'est vrai que les travailleurs indépendants plus classiques sont confrontés au fait d'être seuls face à leur décision, mais souvent dans une activité plus conséquente donc dans un environnement plus dense. Le micro-entrepreneur est souvent seul avec ses clients"*

Emilie, Architecte d'intérieur

*"J'aurais besoin d'aide pour rechercher des partenaires stables, notamment des artisans. Il faudrait un certain réseau, peut-être établir un annuaire des artisans ?"*

Christine, Formatrice d'éducation aux médias

*"Il n'y pas de lieux de coworking dans le quartier et ce n'est pas simple. Je travaille seule et je mène à bien toutes les activités de la micro-entreprise. Je suis passée dans une coopérative pour cette raison"*

Annaelle, Autrice

*"J'ai rencontré une communauté d'autrices et d'auteurs qui répondent à certaines de mes questions. J'aimerais avoir des contacts tel, des personnes à qui parler",*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Faire évoluer l'image des micro-entrepreneurs : ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs.....Page 34

# LES MICRO -ENTREPRENEURS ONT DAVANTAGE BESOIN DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE

## CONSTATS

Les micro -entrepreneurs qui exercent en tant qu'activité principale ont gagné en moyenne 680 euros par mois en 2019 (INSEE). Cela signifie-t-il que le statut crée de la précarité, comme on l'entend parfois ? Les acteurs de l'accompagnement rencontrés dans l'étude pensent plutôt que les micro-entrepreneurs ont des difficultés à se rémunérer correctement au démarrage de l'activité, comme les autres entrepreneurs. Par ailleurs, le CA mensuel moyen de 680 euros révèle surtout en creux la précarité des personnes avant et pendant le dépôt du statut ainsi qu'une absence de capital financier pour les aider durant la période de démarrage.

Les 680 euros peuvent même être vus comme une amélioration par rapport aux minimas sociaux perçus auparavant (voir la citation d'Elise Picon ci-contre). **L'enjeu est bien d'aider les micro-entrepreneurs en situation de précarité à augmenter leur chiffre d'affaires et à le garantir dans le temps**, ce d'autant plus que les micro-entrepreneurs qui rencontrent des difficultés de trésorerie sont les plus impactés en cas de crise (une baisse de CA de 20 % en 2019 pendant la crise sanitaire, contre 15 % pour les autres, selon l'INSEE). Dans l'étude réalisée en 2018 par la Fondation Travailler Autrement, **les micro-entrepreneurs ont déclaré que leur plus grande difficulté était la variation des revenus au fil des mois.**

### Différentes stratégies financières mises en œuvre par les micro-entrepreneurs interviewés

Dans les entretiens, les personnes interviewées rendent compte de différentes stratégies : certaines d'entre elles s'appuient sur le salaire du conjoint, d'autres gardent une activité salariée à temps partiel (ce qui les empêche de développer correctement leur activité entrepreneuriale), d'autres encore retournent à une activité salariée en complément du micro-entrepreneuriat en raison d'un chiffre d'affaires trop faible.



## TÉMOIGNAGES

Mme PICON, Co-directrice, Airelle

airelle

*"Les 680 euros sont à mettre en regard de ce qu'ils auraient eu s'ils n'avaient pas eu ça, sans doute des minimas sociaux. Est-ce le statut qui les rend précaire ou est-ce lié à leurs conditions de vie plus généralement ?"*

Marc, Gestion immobilière

*"J'avais un CA constant de 3 000€ net mensuel et puis le covid est arrivé. Ça a continué à rentrer pendant 6 mois puis plus rien n'est arrivé. Depuis cette année, j'ai dû prendre une activité salariée. J'ai gardé 20 % pour l'auto entreprise"*

Christine, Formatrice d'éducation aux médias

*"Heureusement que mon mari est là, car le salaire net que je me verse par mois est d'un peu moins de 1 000 euros"*

## CHIFFRES CLÉS



590 €

revenu mensuel des micro-entrepreneurs en 2019 (INSEE)

680 €

revenu mensuel des micro-entrepreneurs en activité principale en 2019 (INSEE)

2280 €

revenu mensuel des micro-entrepreneurs en activité secondaire, en considérant aussi les revenus issus de l'activité salariale (INSEE)

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Accompagner les micro-entrepreneurs précaires pour développer leur entreprise ou retrouver un emploi.....Page 38

Améliorer la protection sociale des micro-entrepreneurs, et notamment des moins de 25 ans.....Page 39



# LES MICRO -ENTREPRENEURS SONT EN QUÊTE DE PROTECTION SOCIALE

## CONSTATS

Suite à plusieurs remaniements, les micro-entrepreneurs disposent aujourd'hui d'une protection sociale proche de celle des autres indépendants. La retraite de base, les indemnités du congé maternité ou encore la sécurité sociale sont calculées sur les mêmes bases que celles des salariés. Mais ces dernières sont conditionnées par des seuils minimums de chiffres d'affaires à atteindre, ce qui contribue à précariser les micro-entrepreneurs qui n'entrent pas dans les cases. Les acteurs de l'accompagnement encouragent les micro-entrepreneurs à cotiser de leur côté pour se sécuriser davantage et les pouvoirs publics à protéger davantage les entrepreneurs précaires. Du côté des micro-entrepreneurs rencontrés, la protection sociale est considérée comme insuffisante (sur la retraite, le chômage, les indemnités maladie) et fait partie des principales attentes exprimées dans les études. Les jeunes de moins de 25 ans sont aussi particulièrement concernés, car ils ne peuvent pas cumuler le RSA avec les revenus de la micro-entreprise (sauf situation de vie spécifique).

### CHIFFRES CLÉS

71 %

des micro-entrepreneurs sont couverts par l'assurance maladie, contre 77 % chez les autres entrepreneurs

72 %

des micro-entrepreneurs sont couverts par une mutuelle ou une assurance personnelle, contre 77 % chez les autres entrepreneurs

46 %

des micro-entrepreneurs sont assurés RCP (Responsabilité Civile Professionnelle), contre 66 % chez les autres entrepreneurs (Fondation Travailler Autrement)



## TÉMOIGNAGES

Mme Fillon, DGA de la BGE

*"Sur la protection sociale, outre le fait de sensibiliser pour qu'ils cotisent, il y a aussi des prises de parole que l'on peut faire collectivement sur comment l'Etat doit se saisir de ses sujets, à l'image des fédérations qui ont eu des prises de parole sur les salariés de plateforme"*



M. Mattei, Président d'UPSME

*"Les difficultés ou les accidents de la vie, ça arrive pour toute activité. C'est encore plus mis en exergue quand on est indépendant que salarié, car la protection sociale n'est pas au rendez-vous"*



Mathieu, Gestion de patrimoine

*"Il n'y a pas de protection. J'étais un mois en arrêt en juin, j'ai vu ce que ça donnait ! Et la retraite est ridicule..."*

Pierre, Conseil industriel

*"J'ai pris le statut le moins sécurisant. Ma sœur a une copine juriste qui a dit "c'est la dernière connerie à faire" mais je l'ai fait. T'as pas de retraite et les droits au chômage sont très complexes..."*

Ludivine, Thérapeute

*"Le problème en tant qu'auto-entreprise, c'est qu'il n'y a pas de calcul de retraite complémentaire depuis le passage au régime général"*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Améliorer la protection sociale des micro-entrepreneurs, et notamment des moins de 25 ans.....Page 39



# LES MICRO -ENTREPRENEURS ONT BESOIN D'AIDE POUR LA GESTION ADMINISTRATIVE ET LA COMPTABILITÉ

## CONSTATS

Les micro-entrepreneurs rencontrés dans cette étude montrent globalement qu'ils gèrent les tâches administratives et comptables au jour le jour, qu'ils ont une relative méconnaissance des outils de gestion et de comptabilité à mettre en place de manière obligatoire (comme le livre de recettes, le paiement de la CFE ou la TVA) et qu'ils ne connaissent pas les outils qu'ils pourraient mettre en place pour une meilleure gestion de l'entreprise. Ceux qui maîtrisent mieux les aspects administratifs sont les personnes qui ont suivi des formations et/ou qui développent un autre statut à côté. Les acteurs de l'accompagnement pensent que les micro-entrepreneurs, même s'ils n'en ont pas l'obligation, devraient utiliser des outils administratifs et comptables plus poussés, car ces derniers leurs seraient bénéfiques. Par ailleurs, certains micro-entrepreneurs dénoncent l'absence d'une formation obligatoire à la gestion et à la comptabilité. Le stage de préparation à l'installation (SPI), délivré par les CMA sur 4 à 5 jours, est en effet facultatif depuis le 24 mai 2019. Aucune donnée n'a été trouvée sur la part des micro-entrepreneurs qui participent à ce stage depuis la fin de l'obligation.



## TÉMOIGNAGES

airelle

Mme PICON, Co-directrice, Airelle

*"Les micro-entrepreneurs n'ont pas d'obligation donc ils n'ont pas d'intérêt à mettre en place des outils de gestion et de pilotage de leur entreprise. Pourtant on sait que c'est important pour eux"*

Mathieu, Gestion de patrimoine

*"Avant il y avait une formation, un stage obligatoire avant de créer sa boîte : ce que vous devez faire, payer, comment calculer une rentabilité, une marge, une TVA..."*

Djibril, Graphiste

*"Pour la CFE, on ne m'en avait jamais parlé jusqu'au jour où il a fallu la payer"*

Ludivine, Thérapeute

*"J'ai bénéficié de formations à la fédération des auto-entrepreneurs. J'ai découvert des choses que je ne savais pas. Par exemple, je ne savais pas qu'il fallait tenir un livre de recettes. Dans l'ensemble, tous les auto-entrepreneurs que je connais sont étrangers aux notions de comptabilité et de gestion. On le fait au jour le jour, on connaît mal nos obligations"*

Annaelle, Autrice

*"Je sens que tous les trucs administratifs vont me gaver. J'ai reçu un papier de l'urssaf avec un nouveau numéro de sécu. N'importe quoi !"*

Steve, Formateur en communication digitale

*"J'essaie de faire l'administratif au fur et à mesure sinon ça devient vite envahissant"*

Geneviève, Maître de cérémonie

*"Je n'ai pas beaucoup de travail administratif. J'ai un agenda, j'y note mes RDV. A la fin du mois, je mets le chiffre d'affaires qui est sur l'agenda. Ça ne prend pas beaucoup de temps"*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Faire évoluer l'image des micro-entrepreneurs : ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs.....Page 34

Convaincre les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....Page 35





# LES MICRO -ENTREPRENEURS ONT BESOIN D'AIDE À LA CRÉATION DE LEUR ACTIVITÉ

## CONSTATS

Parmi les 15 micro-entrepreneurs interviewés, des expériences variées ont été partagées concernant le choix du régime de la micro-entreprise. Cinq raisons principales ont été évoquées : 1- **le statut est jugé nécessaire ou conseillé** pour exercer l'activité (exemple : coursier ou graphiste) ; 2- **le statut est plus simple** au niveau administratif ; 3- **le statut peut être créé rapidement** en cas d'urgence à démarrer l'activité ; 4- **le statut permet d'exercer en complément** d'une autre activité ; 5- **le statut est une alternative**, par exemple en cas de non-atteinte du chiffre d'affaires suffisant pour passer en contrat CESA (Contrat Entrepreneur Salarié Associé) au sein d'une CAE (Coopérative d'Activité et d'Emploi). Le statut est le plus souvent vu comme une opportunité, même si les interviewés le critiquent aussi, au niveau de la protection sociale le plus souvent.

**Peu de micro-entrepreneurs rencontrés ont été réellement accompagnés concernant le choix du statut. La plupart ont fait des recherches par eux-mêmes.** Ludivine s'est faite aider de sa mère, agent du trésor, pour évaluer le pour et le contre. Annaelle a suivi des auteurs sur Twitter pour connaître leur position. A l'opposé, Geneviève est passée par un accompagnement de la BGE et s'est lancée "les yeux fermés" dans le micro-entrepreneuriat, tant son projet était "bien ficelé".

D'après les acteurs de l'accompagnement rencontrés dans l'étude, **il n'est pas facile d'entrer en contact avec les personnes qui souhaitent déposer le statut avant qu'elles ne le fassent** pour les conseiller au mieux sur le statut à privilégier. Et, **au-delà du statut, la question est avant tout celle de la solidité du projet entrepreneurial**, de son modèle d'affaire et de la capacité à le mettre en œuvre.



## TÉMOIGNAGES

Mme Fillon, DGA de la BGE

*"Je suis fière d'avancer que 2 personnes sur 3 qu'on accompagne ne créent finalement pas leur entreprise. L'objectif est de valider le projet entrepreneurial avant de faire quoi que ce soit"*



Mme Sadi, Coordinatrice IDF, Action'elles

*"Nous accompagnons tous types de statuts et pas mal d'auto-entrepreneurs, car il y a la crainte d'entreprendre et ce statut est plus simple"*



Pierre, Conseil en industrie

*"J'estime avoir choisi le statut à la va-vite et non de manière raisonnée. Je suis allé voir la CCI de Lyon, l'APEC, et on m'a dit que j'aurais dû me mettre en SASU ou en EURL"*

Ludivine, Thérapeute

*"J'ai hésité entre portage salarial et auto entreprise. Je n'aime pas trop les chiffres... Le statut de l'auto entreprise, c'est ce qu'il y a de plus simple"*

Annaelle, Autrice

*"Le choix du statut a été compliqué. J'avais deux possibilités : artiste auteur ou micro-entrepreneur. J'ai choisi le côté commercial de la micro-entreprise parce que ça me paraissait plus cohérent pour vendre des livres"*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

- ✂ Faire évoluer l'image des micro-entrepreneurs : ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs.....Page 34
- ✂ Convaincre les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....Page 35
- ✂ Travailler en continuité avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux pour toucher les micro-entrepreneurs au plus tôt.....Page 37





# LES MICRO -ENTREPRENEURS ONT BESOIN D'AIDE POUR CHANGER DE STATUT UNE FOIS L'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉE

## CONSTATS

Concernant le changement de statut une fois le micro-entrepreneuriat engagé, **aucune donnée n'a été trouvée sur le passage du micro-entrepreneuriat à un autre statut**. Nous savons néanmoins que 18 % des créateurs d'entreprises hors micro-entreprises exerçaient déjà auparavant en tant qu'indépendant (parmi les personnes qui ont créé leur entreprise au premier trimestre 2018), ce qui démontre un certain effet rebond dont les micro-entrepreneurs doivent certainement être parties prenantes. Parmi les micro-entrepreneurs interviewés, on observe davantage un cumul de statuts. Joséphine a créé une SASU en 2019 pour ne pas dépasser le plafond de la TVA et ne pas perdre ses clients particuliers. Elle jongle désormais entre les deux statuts : le statut de micro-entrepreneur pour facturer les particuliers et la SASU pour facturer les organismes publics et privés. Mathieu a opté pour le même système pour des raisons d'optimisation fiscale.

**Les acteurs de l'accompagnement rendent compte de difficultés pour atteindre les micro-entrepreneurs, pour qui il serait favorable de changer de statut**. Cette action semble pourtant prioritaire, le micro-entrepreneuriat étant vu par certains comme un statut de complément ou d'amorçage, et pour d'autres comme un statut inadapté par rapport au profil de la personne et à l'activité exercée. Pour les micro-entrepreneurs comme pour les acteurs de l'accompagnement rencontrés, **il est question d'accompagner le passage d'un statut à l'autre et de permettre de le faire progressivement**.



## TÉMOIGNAGES

Mme PICON, Co-directrice, Airelle



*"Comment prépare-t-on le changement de statut ? Souvent, après 1, 2 ou 3 années, ils se rendent compte que ce n'est pas forcément le bon statut, mais comme le régime est simple, ils ne vont pas faire le changement. Or pour des questions fiscales et sociales, ce n'est pas toujours la bonne taille de costume pour eux"*

M. Eber, Délégué Général, Cresus



**CRÉBUS®**  
FÉDÉRATION FRANÇAISE  
DES CHAMBRES RÉGIONALES  
DU SURENDETTEMENT SOCIAL

*"À la base, le statut de micro-entrepreneur a été créé pour faire une activité complémentaire. Ces gens-là ne devraient pas être micro-entrepreneurs. Pour un amorçage éventuellement, mais pas pour une activité principale"*

Mathieu, Gestion de patrimoine

*"Quand je vends, je suis auto-entrepreneur. Pour le reste je passe par la SAS et je me "rémunère" en frais. En cumulant ces deux statuts, je gagne 15% de rémunération. Quel que soit le chiffre d'affaires, si vous passez de micro-entreprise à SAS, le choc est rude. J'ai peur que si les gens n'ont pas d'autre choix que de créer une "vraie" structure, beaucoup se cassent la gueule au bout d'un an"*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

✓ Faire évoluer l'image des micro-entrepreneurs : ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs.....Page 34

✓ Convaincre les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....Page 35



# CHAPITRE 4

## L'ACCOMPAGNEMENT DES MICRO - ENTREPRENEURS



# LES MICRO -ENTREPRENEURS SONT MOINS ACCOMPAGNÉS QUE LES AUTRES ENTREPRENEURS, CE QUI IMPACTE LEUR PÉRENNITÉ

## CONSTATS

Le faible taux de pérennité des micro-entreprises pose particulièrement question (33 % des micro-entreprises sont encore actives à 5 ans). On pourrait penser qu'il s'explique par le fait d'un entrepreneuriat éphémère, exercé "à durée déterminée", de manière volontaire, pour financer ses études ou pour compléter ses revenus à un moment donné de sa vie. Mais les études montrent que, selon les années, environ 80 % des micro-entrepreneurs se voient encore exercer leur activité dans cinq ans (Fondation Travailler Autrement). Il semble donc y avoir un écart entre les intentions et les faits.

Les données semblent plutôt indiquer que le faible taux de pérennité des micro-entreprises est corrélé à un accompagnement moins fréquent. En effet, seuls 24 % des micro-entrepreneurs sont accompagnés, contre 40 % pour les entrepreneurs en général. Qui plus est, les études montrent que l'accompagnement se fait plus souvent pour les tâches administratives au moment de la création de la micro-entreprise, que pour l'analyse de marché, le réseautage, la stratégie ou la gestion, qui correspondent pourtant à des besoins identifiés. Or, l'accompagnement des entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs) augmente le taux de pérennité de leurs entreprises. Selon les réseaux d'accompagnement, le taux de pérennité à 3 ans des entreprises est supérieur à 80 % pour les entreprises accompagnées par rapport à celles qui ne le sont pas (Bpifrance).

### Zoom sur la pérennité des micro-entrepreneurs immatriculés en 2014

Chez les micro-entrepreneurs, la pérennité à 5 ans croît avec l'âge, contrairement aux entrepreneurs classiques où l'âge d'or est situé entre 30 et 39 ans. La pérennité est aussi plus forte chez les femmes, chez les personnes qui investissent au démarrage et dans les secteurs "santé humaine et action sociale" (pérennité à 5 ans de 45 %) et "enseignement" (pérennité à 5 ans à 31 %). En revanche, elle est plus faible dans le commerce (17 %).



## TÉMOIGNAGES

M. ALLAIN, Président, Acte44



*"Beaucoup de micro-entrepreneurs s'arrêtent car il y a un manque cruel d'accompagnement"*

Mathieu, Gestion de patrimoine

*"J'ai tout fait tout seul, ce qui est un vrai problème. Aujourd'hui je suis administrateur Urssaf et je suis effaré quand je vois des dossiers. Au bout de 2 ans, on voit les gens arriver en commission de recours amiable"*



## CHIFFRES CLÉS



24 %

des micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 se sont appuyés sur une structure d'aide à la création (INSEE)

33 %

des micro-entreprises sont encore actives à 5 ans, contre 53 % pour les entreprises individuelles et 62 % pour les entreprises hors micro-entreprises (INSEE)

80 %

des micro-entrepreneurs se voient encore exercer leur activité dans 5 ans (Fondation Travailler Autrement)

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

- ✓ Faire évoluer l'image des micro-entrepreneurs : ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs.....Page 34
- ✓ Unir les forces des acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat pour faire face à l'essor des micro-entreprises et toucher plus de monde .....Page 36



# LES MICRO -ENTREPRENEURS CONNAISSENT RELATIVEMENT MAL LES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT

## CONSTATS

Aucune personne parmi les 15 micro-entrepreneurs interviewés ne témoigne d'une excellente vision des réseaux d'accompagnement, qu'il s'agisse de l'échelle nationale ou de l'échelle locale. Ils ont néanmoins quelques connaissances et des positions divergentes vis-à-vis des acteurs en capacité de les aider.

Plusieurs interviewés citent entre 2 et 5 acteurs en capacité de les aider (notamment Pôle Emploi, la CCI, la CMA et la FNAE) et se saisissent plutôt bien des ressources proposées, les formations en tête. Ils évoquent en revanche l'intérêt d'avoir accès à un "guichet unique" pour y poser leurs questions, ou encore à un "mode d'emploi" qui permette de savoir par quoi commencer et de "ne pas faire fausse route". A l'opposé, plusieurs interviewés ne citent aucun acteur de l'accompagnement, soit parce qu'ils n'en connaissent pas, soit parce qu'ils estiment ne pas avoir besoin d'un accompagnement. Certains trouvent néanmoins de l'aide auprès de personnes de leur entourage ou de micro-entrepreneurs qui exercent une activité similaire.

Le plus souvent, les personnes rencontrées citent Pôle Emploi. L'institution est régulièrement évoquée comme l'organisme vers lequel on se tourne lorsque l'on a besoin d'information. Mais les avis sont plutôt tranchés concernant le rôle de l'organisme lors de la création de la micro-entreprise. Certains sont très contents des informations reçues (formation, orientation vers un autre acteur de l'accompagnement...), quand d'autres se plaignent d'une méconnaissance des conseillers à ce sujet. Un micro-entrepreneur raconte que son conseiller Pôle Emploi lui envoie même les personnes qui veulent créer une micro-entreprise afin qu'il les conseille, ce qui laisse entendre que le conseiller en question ne sait pas les renseigner de manière précise ni ne connaît les acteurs de l'accompagnement.



## TÉMOIGNAGES

**UPS  
ME**

M. Mattei, Président d'UPSME

*"L'offre existe, mais encore faut-il que le micro-entrepreneur, compte tenu de là où il vient, ait la volonté, le savoir faire et la connaissance d'aller chercher l'information"*

Emilie, Architecte d'intérieur

*"C'est l'accompagnement qui manque « avant, pendant et après ». On aurait besoin d'échanger pour savoir qu'on ne fait pas fausse route. On ne sait pas par quoi commencer"*



## CHIFFRES CLÉS



**35 %**

des micro-entrepreneurs ont monté leur projet seuls en 2018, c'est-à-dire sans aide ni de leur entourage ni d'un acteur spécialisé (INSEE)

**43 %**

des micro-entrepreneurs ont reçu le soutien de leur entourage personnel en 2018, ce qui démontre le besoin d'aide, mais ce qui ne permet pas de rendre compte de la qualité de l'aide reçue (INSEE)

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

- Convincer les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....Page 35
- Unir les forces des acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat pour faire face à l'essor des micro-entreprises et toucher plus de monde .....Page 36
- Travailler en continuité avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux pour toucher les micro-entrepreneurs au plus tôt.....Page 37



# LES MICRO -ENTREPRENEURS NE SE TOURNENT PAS SPONTANÉMENT VERS L'ACCOMPAGNEMENT

## CONSTATS

Au-delà de la mauvaise connaissance des acteurs de l'accompagnement, les micro-entrepreneurs rencontrés font aussi part d'un sentiment de dévalorisation et de manque de reconnaissance de la part des acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat et des pouvoirs publics à leur égard, ce qui s'est parfois traduit par un refus d'aide de la part des acteurs à qui ils se sont adressés.

De leur côté, les acteurs de l'accompagnement investis dans les problématiques micro-entrepreneuriales soulignent qu'il est nécessaire de convaincre les micro-entrepreneurs d'être accompagnés. Ces considérations ne sont en effet pas innées et ce d'autant plus que les micro-entrepreneurs apprécient la facilité inhérente au statut et n'ont pas toujours conscience de l'utilité d'un accompagnement. Pour certains micro-entrepreneurs, il semblerait en effet que les démarches d'accompagnement puissent être considérées comme lourdes, ce qui tranche avec l'agilité perçue du régime. Par ailleurs, les micro-entrepreneurs investissant moins d'argent au démarrage, les conséquences semblent moins importantes en cas d'échec.



## TÉMOIGNAGES

**UPS  
ME**

M. Mattei, Président d'UPSME

*"On met l'information à disposition [du micro-entrepreneur], et on a une multitude de retours disant "je n'ai pas eu le temps de lire". L'offre existe, on se met en quatre pour aider, mais si en face on n'a pas quelqu'un qui est réceptif, on ne peut rien faire"*

**ACTE 41**

M. ALLAIN, Président, Acte44

*"On propose quasiment systématiquement un accompagnement si le projet nous semble cohérent. Seulement 1 personne sur 10 choisit de le prendre alors qu'il est gratuit. Les entrepreneurs pensent qu'ils n'en ont pas vraiment besoin. Mais si on creuse, on s'aperçoit que si"*

**adie**

M. Héaulme, Directeur Ile-de-France et Centre-Val de Loire, Adie

*"On a besoin de se faire connaître auprès de ces gens-là. Les micro-entrepreneurs se disent qu'ils n'ont pas besoin d'être accompagnés"*

Ghassan, Coursier

*"Au début, j'ai bénéficié de l'ACRE. Je n'ai pas rencontré d'acteurs de l'accompagnement. Je gagnais plus d'argent que ce dont j'avais besoin, donc je n'ai pas cherché d'aide"*

Ludivine, Thérapeute

*"Il y a un côté injuste, les auto-entrepreneurs sont délaissés. Au regard de la loi, les auto-entreprises n'existent pas ! Si on avait une existence légale spécifique, ce serait mieux mais on est rangés dans les indépendants"*

Steve, Formateur en communication digitale

*"A l'époque j'avais suivi une formation à Pôle Emploi sur 2 jours, avec des axes pour lancer son entreprise. C'était vraiment large, ça concernait tout type d'entreprise, pas spécialement le régime de l'auto-entrepreneur. J'ai un peu pinaillé pour avoir des infos et j'ai fait des recherches complémentaires par moi-même. Au final, ils ne m'ont pas aidé sur quoi que ce soit",*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

- Convaincre les micro-entrepreneurs de la nécessité d'être accompagné .....Page 35
- Travailler en continuité avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux pour toucher les micro-entrepreneurs au plus tôt.....Page 37





# CHAPITRE 5

## LES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DES MICRO -ENTREPRENEURS





# L'ACCOMPAGNEMENT EXISTE POUR LES MICRO -ENTREPRENEURS MAIS IL MANQUE DE STRUCTURATION ET DE VISIBILITÉ

## CONSTATS

Pour identifier des acteurs qui accompagnent les micro-entrepreneurs, nous avons utilisé des moteurs de recherche, grand public et spécifiques, comme Google ou le site de Bpifrance par exemple. Les recherches ont été effectuées à l'échelle nationale et dans différentes régions françaises, pour identifier aussi bien des acteurs qui interviennent globalement que localement. **Pour la plupart des organisations, nous avons constaté que les types et statuts d'entrepreneurs accompagnés n'étaient pas précisés sur le site Internet.** Dans ces cas de figure, nous avons envoyé un courriel pour savoir si les micro-entrepreneurs sont dans leur cible. Au total, nous avons recensé 88 structures qui les accompagnent (liste non exhaustive). Ce constat montre que **les micro-entrepreneurs ont aujourd'hui la possibilité d'être accompagnés s'ils le souhaitent, mais que le problème se situe davantage sur la connaissance de l'écosystème d'accompagnement, des modalités d'accompagnement possibles et de l'intérêt de le faire.**

Les acteurs rencontrés lors de l'atelier de co-analyse expliquent de diverses façons le fait qu'ils accompagnent les micro-entrepreneurs. Pour certains, cela répond aux besoins d'une partie de leurs cibles, qui choisissent d'eux-mêmes le régime de la micro-entreprise, par peur d'entreprendre ou par facilité par exemple. Dans ce cas de figure, le statut est une aide pour franchir le pas et augmenter l'inclusivité de l'entrepreneuriat. Ces mêmes acteurs font aussi part d'un besoin d'en savoir plus sur les micro-entrepreneurs pour améliorer la manière de les accompagner.

De fait, tout semble indiquer que l'accompagnement des micro-entrepreneurs est en train de se structurer. Les acteurs de l'accompagnement constatent leur recrudescence et cherchent à mieux se positionner. **Certains, comme l'association Airelle, l'Adie, la BGE ou Action'elles, les accueillent depuis un moment car ils considèrent avant tout le projet entrepreneurial et non le statut, mais aussi parce qu'ils travaillent avec des personnes éloignées de l'entrepreneuriat, pour qui le régime de la micro-entreprise est plus évident.**



## TÉMOIGNAGES

**M. Héaulme, Directeur Ile-de-France et Centre-Val de Loire, Adie**

*"Une grosse majorité de personnes soutenues choisissent le régime de la micro-entreprise. On est sans cesse en réflexion sur la manière de mieux aider notre public. Aujourd'hui on pense qu'on ne parvient à accompagner qu'une toute petite partie de ceux qui aimeraient nos services"*

**adie**

**M. ALLAIN, Président, Acte44**

*"Dans l'accueil des porteurs de projets, beaucoup s'orientent vers la micro-entreprise, domaine que nos bénévoles ne connaissent pas. On se demande comment mieux aider ces apprentis entrepreneurs"*

**ACTE 44**

**Mme Maussion, Responsable de programme, Bpifrance**

*"Le statut a ses avantages et ses inconvénients et se développe dans les quartiers prioritaires (QPV). C'est bien de participer à cette étude pour ne pas être trop hors-sol [par rapport aux besoins émergents]"*

**bpifrance**



**Mme Fillon, DGA de la BGE**

*"On prend tous les projets. On a une majorité de micro-entrepreneurs aujourd'hui, Mme Fillon, DGA de la BGE"*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Unir les forces des acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat pour faire face à l'essor des micro-entreprises et toucher plus de monde .....Page 36



# TOUS LES ACTEURS NE CONSIDÈRENT PAS LES MICRO -ENTREPRENEURS COMME DES ENTREPRENEURS À PART ENTIÈRE

## CONSTATS

Si le marché de l'accompagnement des micro-entrepreneurs semble se structurer, tous les acteurs de l'accompagnement ne les accueillent pas. C'est par exemple le cas d'une dizaine d'acteurs que nous avons contactés en faisant la cartographie des acteurs afin qu'ils précisent le profil de leurs "accompagnés". Plusieurs raisons sont évoquées. Certains se concentrent sur l'accompagnement d'un statut ou d'un type d'entreprise en particulier, comme les startups par exemple. D'autres estiment ne pas assez connaître les micro-entrepreneurs pour les accompagner correctement.

Mais surtout, le non-accompagnement des micro-entrepreneurs est le résultat de représentations singulières. Pour certains acteurs, les micro-entrepreneurs ne sont pas des entrepreneurs. Ils y voient en particulier des pratiques de salariat déguisé. Pour autant, peu de données objectives existent à ce sujet, en dehors du phénomène des travailleurs de plateformes qui fait l'objet de débats et commence à être régulé en France et plus largement en Europe.

Autre représentation en question, celle de la création d'emploi. Pour certains acteurs de l'accompagnement, les micro-entrepreneurs ne sont pas entrepreneurs car ils ne créent pas d'emploi. La question des indicateurs de réussite de l'entrepreneuriat se pose. Ces derniers doivent-ils reposer sur le nombre d'emplois créés au sein d'une même structure ou sur le nombre d'emplois tout court ? Dans ce deuxième cas de figure, dix entrepreneurs individuels qui ont un modèle économique stable devraient valoir autant qu'un entrepreneur qui crée neuf emplois.

La non-prise en compte des micro-entrepreneurs concerne aussi les collectivités territoriales ou les acteurs publics, notamment dans l'octroi de subventions ou de financements. Mais pour ces derniers aussi, le vent tourne. Les micro-entrepreneurs, toujours plus nombreux et variés, semblent de plus en plus intégrés par ces derniers.



## TÉMOIGNAGES

Mme PICON, Co-directrice, Airelle

*"Historiquement il existe un dispositif en région Nouvelle-Aquitaine qui a toujours mis des moyens sur l'amont et le suivi des entrepreneurs, mais les micro-entrepreneurs n'étaient pas considérés comme de vraies entreprises et nous n'avions aucun temps pour eux sur le suivi jusqu'à il y a quelques années"*

airelle

Mme PICON, Co-directrice, Airelle

*"On a eu beaucoup de mal à la mise en place de l'auto-entrepreneuriat car on laissait croire aux personnes que c'est très facile de créer une entreprise, mais porter une fonction commerciale, administrative..., n'est pas si facile. Depuis, les acteurs de l'emploi, de l'insertion, les pouvoirs publics et les acteurs de l'insertion ont bien compris que ce n'était peut-être pas si facile"*

airelle

## CHIFFRES CLÉS



16 %

des micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 déclarent travailler par l'intermédiaire d'une plateforme numérique, pourcentage qui s'élève à 65 % dans le secteur du transport (INSEE)

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :



# DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DÉDIÉS AUX MICRO -ENTREPRENEURS SE DÉVELOPPENT

## CONSTATS

On assiste aussi à l'émergence d'acteurs dédiés aux micro-entrepreneurs, avec notamment :

- **Des services digitalisés** qui proposent une aide à la création ou à la gestion du statut, des formations ou une aide pour trouver des clients (plateformes de jobbing notamment),
- **Des organismes de défense et de protection des micro -entrepreneurs** (fédération nationale, unions professionnelles...) qui, en plus de faire des actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour augmenter la protection sociale des micro-entrepreneurs, développent aussi des formations et communiquent de plus en plus à leur attention,
- **Des acteurs du conseil**, assureurs, banques ou cabinets comptables, qui développent des offres spécifiques à l'attention des micro-entrepreneurs.

Les modèles économiques de ces nouveaux services reposent le plus souvent sur le CPF (Crédit Formation) et les abonnements mensuels .

Plus particulièrement, deux types de services digitalisés ont vu le jour ces dernières années :

- **Les plateformes de jobbing** comme [Allo Voisins](#), [Seniors à votre service](#), [TaskRabbit](#) ou [Teepy Job](#), qui permettent aux micro-entrepreneurs de trouver des clients mais qui ont le désavantage d'exacerber la concurrence et de tirer les prix vers le bas,
- **Des acteurs qui proposent un accompagnement 100% en ligne** (pure players), comme le [Pôle Auto-Entrepreneur](#) ou le [Portail Auto-Entrepreneur](#).

Tous ces nouveaux acteurs semblent agir en cohérence avec les besoins identifiés des micro-entrepreneurs, à savoir l'aide à la gestion administrative et à la comptabilité, l'aide à réseauter et à trouver des clients ou encore le renforcement de la protection sociale.

Au-delà des micro-entrepreneurs, certains acteurs créent des dispositifs à l'attention des indépendants, à l'instar de l'école ENVI créée en 2022 par Catherine Barba, Fondatrice de Cashstore et CB Group.



## TÉMOIGNAGES

**Steve**, Formateur en communication digitale

*"Pour les premiers clients, j'étais inscrit sur les plateformes de freelances mais j'ai vu au bout de quelques semaines que ce n'était pas pour moi car c'est une braderie générale"*

## ZOOM SUR LE PORTAIL AUTO-ENTREPRENEUR

Créé en 2008, le Portail Auto-Entrepreneur vise à faciliter les démarches administratives des auto-entrepreneurs. Le Portail propose un accompagnement administratif (création, gestion, facturation, fermeture...), une intermédiation avec les administrations et un partage de ressources et d'informations. Portail Auto-Entrepreneur crée aussi des outils adaptés aux besoins des micro-entrepreneurs comme un blog, une communauté facebook, un outil de gestion et de facturation ou encore l'outil Simplitoo pour créer une société avec un autre statut, l'outil Educademy pour gérer les formations et l'outil e-recouv pour les factures impayées. Le Portail est créé et géré depuis la Suède par le groupe BETAO qui vise à libérer les entrepreneurs en général des contraintes administratives. 200 000 micro-entrepreneurs ont été accompagnés depuis 2013. La communauté facebook compte 110 000 membres, la communauté d'entraide 70 000 (groupe facebook où les membres posent des questions concrètes).

La plateforme Auto-Entrepreneur propose un pack création à 59 euros, un pack modification ou cessation à 49 euros, un abonnement "logiciel de gestion et facturation" à 19 euros par mois, un abonnement "informations et assistance" à 19 euros par mois et un abonnement "logiciel de gestion et assistance" à 29 euros par mois.

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :



# LES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DES MICRO -ENTREPRENEURS SOUHAITENT AGIR EN CONTINUITÉ AVEC PÔLE EMPLOI

## CONSTATS

Les micro -entrepreneurs et les acteurs de l'accompagnement rencontrés ont tous souligné l'absence de liens entre Pôle Emploi, qui accompagne des personnes au RSA ou au chômage, et les acteurs de l'accompagnement en capacité d'aider ces personnes à entreprendre . Il est question de renforcer ces liens, de permettre aux conseillers de Pôle Emploi d'orienter les personnes qui souhaitent entreprendre auprès des bons acteurs et de garantir un suivi des personnes qui entreprennent jusqu'à ce qu'elles aient une activité viable, et pas uniquement jusqu'au dépôt du statut de micro-entrepreneur qui n'est pas une garantie de stabilité professionnelle.

Ces propos sont bien évidemment à nuancer, certains micro-entrepreneurs étant correctement aiguillés, comme Emilie par exemple qui a pu suivre une formation avec la BGE (Activ créa) sur les conseils de Pôle Emploi, ce qui l'a beaucoup aidée. Elise Picon de l'association Airelle témoigne aussi d'un partenariat en place depuis plus de 20 ans avec le Conseil départemental de la Corrèze et Pôle Emploi pour accompagner les publics bénéficiaires du RSA. C'est la question de l'uniformisation des partenariats d'un département à l'autre qui se pose.



## TÉMOIGNAGES

Mme Fillon, DGA de la BGE

*"Concernant Pôle emploi , il y a un problème de compétences car l'entrepreneuriat relève de compétences régionales. Mais il y a une refonte en cours avec France Travail"*



Mme Maussion, Responsable de programme, Bpifrance

*"Il faut à la fois faire connaître l'offre, faire qu'elle soit accessible et assurer un bon lien entre le conseiller et le micro-entrepreneur"*



Mathieu, Gestion de patrimoine

*"Aujourd'hui je suis administrateur urssaf et caf (via la FNAE) et je suis effaré quand je vois des dossiers. Pôle Emploi vend ce statut pour améliorer les statistiques du chômage sauf que ce sont des gens qui ne sont pas accompagnés et certains ne comprennent même pas qu'il y aura des charges... Ça génère une très mauvaise image en tant qu'auto-entrepreneur. Pôle Emploi vend le statut en y mettant l'ACRE derrière mais au bout de deux ans on voit les gens arriver en commission de recours amiable à l'URSSAF donc ce n'est pas très intelligent"*

Pierre, Conseil industriel

*"Je suis allé voir Pôle Emploi, j'ai fait 1 jour de stage à la création d'entreprise, j'ai eu pas mal de tuyaux plutôt bien",*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

# LES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DES MICRO -ENTREPRENEURS IDENTIFIENT UN BESOIN DE TRAVAILLER DAVANTAGE ENSEMBLE

## CONSTATS

Au-delà de la continuité entre l'accompagnement de Pôle Emploi et celui des réseaux d'accompagnement à l'entrepreneuriat, se pose aussi la question des liens entre les acteurs de l'accompagnement eux-mêmes. Les enjeux sont multiples :

- Identifier les acteurs, savoir qui fait quoi, avec qui et où,
- Créer des échanges entre les acteurs pour identifier les zones de redondances et les manquements,
- Générer des actions communes pour renforcer l'impact de tous,
- Et améliorer la connaissance et la visibilité des acteurs de l'accompagnement pour les micro-entrepreneurs, les pouvoirs publics et les collectivités territoriales.

Cette dynamique peut aussi bien être impulsée par les acteurs de l'accompagnement eux-mêmes que poussée par des acteurs tiers, comme les pouvoirs publics ou les collectivités territoriales, à l'image de l'initiative prise par la région Nouvelle Aquitaine il y a quelques années. Une question clé est celle de la porte d'entrée à privilégier. La création de guichets uniques est évoquée.

## ZOOM SUR LA RÉGION NOUVELLE -AQUITAINE



Historiquement, la région Nouvelle Aquitaine finance des parcours d'accompagnement à la création d'activité. Depuis quelques années, elle demande aux acteurs de l'accompagnement d'échanger et de se regrouper pour porter des actions conjointes pour obtenir les financements. Objectif : créer de la fluidité dans les parcours d'accompagnement. L'association Airelle est chef de file de ces échanges. Elle porte la parole de toutes les structures d'accompagnement et crée un document de communication, qui ajoute de la lisibilité sur qui fait quoi, avec qui et où.



## TÉMOIGNAGES

Mme Sadi, Coordinatrice IDF, Action'elles



*"Ça ressort systématiquement quand on fait des entretiens avec les micro-entrepreneurs. Le besoin existe, l'offre existe, mais elle n'est pas cartographiée. Il y a beaucoup de structures aujourd'hui qui sont de natures différentes. Les micro-entrepreneurs ne savent pas vers qui s'orienter",*

Mme Fillon, DGA de la BGE



*"Le problème essentiel c'est la lisibilité de l'offre, mais comment on y répond sachant que de multiples acteurs veulent être le point d'entrée ?"*

M. Héaulme, Directeur Ile-de-France et Centre-Val de Loire, Adie



*"Il faut créer un maximum de guichets uniques"*

POUR ALLER PLUS LOIN, VOUS POUVEZ CONSULTER LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

Unir les forces des acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat pour faire face à l'essor des micro-entreprises et toucher plus de monde .....Page 36





# CHAPITRE 6

## RECOMMANDATIONS





## SIX OBJECTIFS À POURSUIVRE

### CONSTATS

Sur la base des enseignements présentés ci-avant sur le micro-entrepreneuriat et son accompagnement, nous identifions 6 objectifs à poursuivre pour améliorer la situation actuelle.

- 1 FAIRE ÉVOLUER L'IMAGE DES MICRO -ENTREPRENEURS AUPRÈS DES RÉSEAUX D'ACCOMPAGNEMENT ET DES POUVOIRS PUBLICS : ILS ONT LES MÊMES BESOINS QUE LES AUTRES ENTREPRENEURS
- 2 CONVAINCRE LES MICRO -ENTREPRENEURS DE LA NÉCESSITÉ D'ÊTRE ACCOMPAGNÉ
- 3 UNIR LES FORCES DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT POUR FAIRE FACE À L'ESSOR DES MICRO -ENTREPRISES ET TOUCHER PLUS DE MONDE
- 4 TRAVAILLER EN CONTINUITÉ AVEC PÔLE EMPLOI ET LES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX POUR TOUCHER LES MICRO -ENTREPRENEURS AU PLUS TÔT
- 5 ACCOMPAGNER LES MICRO -ENTREPRENEURS PRÉCAIRES POUR DÉVELOPPER LEUR ENTREPRISE OU RETROUVER UN EMPLOI
- 6 AMÉLIORER LA PROTECTION SOCIALE DES MICRO -ENTREPRENEURS, ET NOTAMMENT DES MOINS DE 25 ANS



# 1/ FAIRE ÉVOLUER L'IMAGE DES MICRO - ENTREPRENEURS AUPRÈS DES RÉSEAUX D'ACCOMPAGNEMENT ET DES POUVOIRS PUBLICS : ILS ONT LES MÊMES BESOINS QUE LES AUTRES ENTREPRENEURS

## ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

En termes d'accompagnement, les micro-entrepreneurs ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs et ce à toutes les étapes du projet : étude de marché, pilotage et stratégie, réseautage et communication, organisation.... Leurs besoins seraient même plus forts sur certains aspects, à savoir les aspects commerciaux (recherche de clients, pricing...), la solitude et les outils de gestion administrative et commerciale. Pourtant, plusieurs acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat pensent encore que les micro-entrepreneurs ne sont pas des entrepreneurs comme les autres. Ils se focalisent sur le phénomène de salariat déguisé (qui existe mais qui est à relativiser) et sur le fait que les micro-entrepreneurs ne créent pas - ou quasiment pas - d'emplois. Or, en étant accompagnés, ces derniers pourraient justement être amenés à changer de statut et à se développer. Qui plus est, un entrepreneur qui vit de son activité correspond à un emploi viable. On retrouve le même type de représentations autour du micro-entrepreneur chez des acteurs publics qui financent l'entrepreneuriat. **Notons que, face à l'essor des micro-entrepreneurs, ces représentations ont déjà commencé à changer chez un certain nombre d'acteurs**, comme la Région Nouvelle-Aquitaine par exemple qui intègre désormais pleinement les micro-entrepreneurs dans les moyens consacrés au suivi des entrepreneurs (ce qui n'était pas le cas il y a quelques années encore).

- Travailler à l'évolution des indicateurs de réussite d'une entreprise (la création d'emplois est-elle réellement indispensable ? dix entrepreneurs indépendants avec un modèle économique viable ne valent-ils pas autant qu'un entrepreneur qui crée neuf emplois ?)

### Actions identifiées

Pour changer l'image des micro-entrepreneurs, un travail de fond et de répétition doit être mené. Plusieurs démarches peuvent être lancées : des communiqués de presse, des articles de fond dans des magazines spécialisés, des prises de position collectives dans des journaux, des événements sur le micro-entrepreneuriat au cours desquels les acteurs de l'accompagnement des micro-entrepreneurs et les micro-entrepreneurs eux-mêmes pourraient partager leur expérience, etc. La FNAE (Fédération nationale des micro-entrepreneurs) et l'UPSME (Union professionnelle au service des micro-entrepreneurs) pourraient particulièrement porter ces messages, en alliance avec les acteurs de l'accompagnement qui travaillent déjà avec les micro-entrepreneurs.

### Parties prenantes

- Acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat
- Régions
- Acteurs publics (CFE, CMA, CCI, Urssaf...)
- Organismes de défense des micro-entrepreneurs
- Micro-entrepreneurs

## MISE EN ŒUVRE

### Objectifs poursuivis

- Augmenter la capacité d'accueil des micro-entrepreneurs des acteurs de l'accompagnement
- Faire en sorte que les micro-entrepreneurs puissent aussi bénéficier de financements qui sont proposés aux entrepreneurs en général
- Faire savoir aux micro-entrepreneurs que micro-entreprendre, c'est entreprendre
- Apporter des données précises sur les micro-entrepreneurs pour casser des préjugés (sur le salariat déguisé par exemple)

### Conditions de réussite

Les micro-entrepreneurs étant nombreux, les acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat et les acteurs publics les rencontrent de plus en plus, ce qui les amène peu à peu à s'interroger sur ce qu'ils peuvent faire pour les aider.

Une réelle mesure du salariat déguisé chez les micro-entrepreneurs et de la transformation de la micro-entreprise en un autre statut seraient des éléments clés pour donner à voir qu'il existe bien des entrepreneurs à proprement parler chez les micro-entrepreneurs.



## 2/ CONVAINCRE LES MICRO -ENTREPRENEURS DE LA NÉCESSITÉ D'ÊTRE ACCOMPAGNÉ

### ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

S'ils ont les mêmes besoins que les autres entrepreneurs, les micro-entrepreneurs n'en ont pas toujours conscience ou ne font pas nécessairement appel à une structure spécialisée pour être aidés. **Les acteurs de l'accompagnement** qui travaillent avec les micro-entrepreneurs rencontrés dans le cadre de cette étude, **rendent compte d'une certaine difficulté à les atteindre et de la nécessité de les convaincre de l'intérêt et de l'utilité d'un accompagnement**. Les acteurs publics présents au sein des territoires et au contact de ces publics, comme Pôle Emploi, sont attendus pour aider à faire cette mise en lien. La question du caractère obligatoire concernant les formations, la sensibilisation ou des évaluations du projet entrepreneurial à différentes étapes du projet, divise. **Certains acteurs prônent des mesures obligatoires, d'autres militent pour des mesures incitatives**.

L'étude a aussi largement montré que **les micro-entrepreneurs ont plutôt une faible connaissance des acteurs en capacité de les aider**. Certains micro-entrepreneurs interviewés ont cité entre 2 et 5 acteurs (notamment publics), d'autres aucun. Face à ce constat, l'identification des acteurs qui accompagnent les micro-entrepreneurs et leur mise en avant auprès des micro-entrepreneurs s'avère plus que nécessaire.

### MISE EN ŒUVRE

#### Objectifs poursuivis

- Communiquer auprès des micro-entrepreneurs sur l'intérêt d'être accompagné en leur faisant connaître les compétences nécessaires pour la réussite du projet entrepreneurial
- **Rencontrer les micro-entrepreneurs à différentes étapes de leur projet** pour faire le point et analyser les besoins spécifiques à chacun
- **Recenser et faire connaître les acteurs en capacité d'aider** les micro-entrepreneurs, en précisant leur périmètre d'action, leurs compétences, leurs cibles...

#### Actions identifiées

- Au moment de la création de la micro-entreprise, ajouter une question à compléter par les micro-entrepreneurs sur leurs compétences ("je suis capable de faire une étude de marché" - "je sais faire de la communication et du Marketing"... ) pour leur faire vivre une auto-évaluation, leur donner à voir les compétences qu'ils auront besoin de mobiliser et leur donner directement des noms de structures qu'ils peuvent contacter pour être aidés sur certains sujets, ainsi qu'un module de sensibilisation à la difficulté entrepreneuriale.
- Une cartographie des acteurs qui aident les micro-entrepreneurs et de leurs champs d'action et la réalisation de fiches d'information à remettre aux micro-entrepreneurs au moment de la création.
- La formation des personnes en contact avec les micro-entrepreneurs au sein de Pôle Emploi, des CMA, des CCI... sur les acteurs de l'accompagnement qui peuvent accompagner les personnes qui envisagent de créer une micro-entreprise.
- L'instauration d'un point d'étape à environ 2/3 ans de la création de la micro-entreprise pour envisager d'autres suites possibles et accompagner les micro-entrepreneurs concernés dans un changement de statut.

#### Parties prenantes

- Tous les micro-entrepreneurs
- Acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat
- Acteurs qui sont en contact proche avec les micro-entrepreneurs, comme Pôle Emploi, la CMA, la CCI...

#### Conditions de réussite

Dans l'idéal, il faudrait rencontrer les micro-entrepreneurs avant la création de leur statut (pour aider à l'évaluation du projet et au choix du statut si le projet est bon), au démarrage de l'activité pour aider au réseautage et à la mise en place des outils de pilotage, et au bout de 2-3 ans pour faire le point sur le projet et identifier des opportunités de développement ou de changement de statut.

L'accompagnement ne doit pas porter sur tout mais être personnalisé et adapté aux besoins de chaque micro-entrepreneur, afin de bien rester dans la logique d'agilité du statut.



## 3/ UNIR LES FORCES DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT POUR TOUCHER PLUS DE MICRO -ENTREPRENEURS

### ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Les micro-entrepreneurs sont de plus en plus nombreux. On en comptait 2,229 millions qui étaient administrativement actifs fin 2021 en France. **Pour être en capacité de les accueillir et de les accompagner correctement, les acteurs de l'accompagnement rencontrés ont fait part de la nécessité d'augmenter la connaissance qu'ils ont des autres acteurs de l'accompagnement, de leurs périmètres d'action, de leurs cibles... afin d'unir leurs forces et d'orienter les micro-entrepreneurs vers le meilleur interlocuteur en fonction des besoins identifiés.** Il est aussi question d'augmenter l'impact de tous les réseaux qui interviennent à l'échelle d'un territoire, à l'image de la démarche mise en œuvre par la Nouvelle Aquitaine qui demande aux acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat de se rencontrer, d'échanger et de mutualiser des actions pour obtenir les financements.

La question d'un guichet unique s'est aussi posée, avec toute la difficulté que sa mise en œuvre induit. En effet, plusieurs acteurs de l'accompagnement souhaiteraient porter ce rôle. La bonne échelle territoriale est néanmoins à trouver. Les guichets uniques doivent-ils être pensés à l'échelle nationale, régionale ou départementale ?

### MISE EN ŒUVRE

#### Objectifs poursuivis

- **Accompagner le plus grand nombre de micro-entrepreneurs**
- **Fluidifier le parcours d'accompagnement** qui leur est proposé

#### Actions identifiées

Il s'agit premièrement de faire une cartographie exhaustive des acteurs de l'accompagnement des micro-entrepreneurs et de mettre en place un protocole pour l'actualiser régulièrement (tous les deux ans par exemple). Cette cartographie permettrait d'analyser les forces et les faiblesses des écosystèmes en place, département par département, et d'identifier des pistes d'amélioration. Il s'agirait ensuite d'inciter les acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat qui accueillent les micro-entrepreneurs à échanger entre eux et à mettre en place des démarches et actions mutualisées et/ou complémentaires. Cette action pourrait être incitée par les Régions elles-mêmes, en échanges de moyens délivrés (lieux, matériel, financements...).

Une autre action concerne la mise en place de guichets uniques. L'échelon régional semble être la bonne entrée pour les micro-entrepreneurs, car la région est suffisamment large pour intégrer de multiples acteurs et assurer une diversité d'accompagnements, et suffisamment proche des gens pour que cela leur parle.

#### Parties prenantes

- Régions
- Acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat qui accueillent les micro-entrepreneurs
- Acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat qui n'accueillent pas (encore) les micro-entrepreneurs

#### Conditions de réussite

Une incitation forte nous semble nécessaire pour que les acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat prennent ce temps d'échange et de co-construction. Il peut s'agir de demandes précises de la Région, comme évoqué plus haut, mais aussi de dispositifs expérimentaux financés par des appels à projets.



## 4/ TRAVAILLER EN CONTINUITÉ AVEC PÔLE EMPLOI ET LES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX

### ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Pour les micro-entrepreneurs interviewés, **Pôle Emploi est majoritairement cité comme le premier acteur vers lequel on se tourne pour obtenir des informations sur le statut. La satisfaction sur le rôle joué par l'organisme est en revanche contrastée.** Certains interviewés sont très satisfaits des formations délivrées ou des acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat vers lesquels le conseiller de Pôle Emploi les a dirigés, quand d'autres se plaignent au contraire d'une méconnaissance du conseiller sur les démarches à mener et les interlocuteurs à privilégier.

**Les acteurs de l'accompagnement** que nous avons rencontrés **ont souligné le besoin de créer ou de renforcer les liens avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux** pour assurer un continuum dans l'accompagnement vers le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA ou des personnes au chômage. **Des liens existent déjà dans certains départements et avec certaines associations, mais il n'y a pas d'uniformisation.** L'objectif est que les personnes continuent de bénéficier d'un accompagnement même après la création de la micro-entreprise, la création ne signifiant pas qu'une activité va être développée de manière viable et pérenne, comme en atteste le chiffre d'affaires mensuel moyen des micro-entrepreneurs dont c'est l'activité principale (680 euros). La transformation de Pôle Emploi en France Travail s'inscrit a priori dans cette dynamique.

### MISE EN ŒUVRE

#### Objectifs poursuivis

- **Assurer un accompagnement continu de la recherche d'emploi à la phase de création de la micro-entreprise et jusqu'à la génération d'un chiffre d'affaires stable et pérenne** (création d'un emploi).
- **Évaluer le projet entrepreneurial et la capacité à le mettre en œuvre** avant le dépôt du statut.

#### Actions identifiées

Il s'agirait notamment de créer un partenariat renforcé avec Pôle Emploi et les Conseils départementaux pour que ces derniers communiquent les dossiers des personnes qui envisagent de créer une micro-entreprise ou qui l'ont fait récemment aux acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat, afin que ces derniers puissent les recevoir dès l'amont. Ils procéderaient alors à un accompagnement au montage du projet entrepreneurial pour en évaluer la

viabilité et, le cas échéant, conseiller à la personne de ne pas se lancer dans l'aventure (ou de différer le lancement), le projet manquant de solidité ou l'entrepreneur de compétences absolument nécessaires à l'entrepreneuriat. Dans ce cas de figure, la personne partirait sur un temps de formation ou retournerait à une période de recherche d'emploi. Cet accompagnement en amont permettrait aussi de conseiller directement l'entrepreneur sur le meilleur statut à créer par rapport à son projet et à sa situation de vie.

#### Parties prenantes

- Les micro-entrepreneurs sans activité professionnelle avant la création (personnes au chômage, bénéficiaires du RSA et plus largement des minima sociaux...)
- Acteurs qui sont en contact proche avec les micro-entrepreneurs, comme Pôle Emploi, la CMA, la CCI...
- Les Conseils départementaux
- Les acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat qui accompagnent les micro-entrepreneurs

#### Conditions de réussite

Les nouveaux micro-entrepreneurs étant plus nombreux chaque année, il est nécessaire de disposer d'une force de frappe suffisamment importante pour être en capacité d'accompagner toutes les personnes qui souhaitent créer leur micro-entreprise.

Il importe aussi que la logique de formation et d'accompagnement prime sur celle du dépôt du statut, ce qui aurait pour impact de diminuer les chiffres relatifs à l'emploi en France.





## 5/ ACCOMPAGNER LES MICRO - ENTREPRENEURS PRÉCAIRES POUR DÉVELOPPER LEUR ENTREPRISE OU RETROUVER UN EMPLOI

### ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Le revenu mensuel moyen des micro-entrepreneurs dont c'est l'activité principale est de 680 euros par mois, soit une situation de précarité en l'absence d'une autre source de revenu. Même si certains créateurs peuvent continuer de toucher en complément le chômage ou les minimas sociaux, l'enjeu est d'aider ceux qui n'en ont pas et de permettre à chaque micro-entrepreneur d'augmenter son chiffre d'affaires et de le stabiliser dans le temps. C'est d'ailleurs ce que demandent les micro-entrepreneurs, aussi bien ceux que nous avons rencontrés que ceux qui s'expriment dans différentes études glanées dans la revue de littérature. Comment fixer un prix ? Comment expliquer aux clients que ce prix est juste, même si l'on est micro-entrepreneur et même s'il s'agit d'une prestation intellectuelle ? Comment trouver des clients ? Et comment faire face à la fluctuation des revenus d'un mois à l'autre, d'une période à l'autre ?

Toutes ces questions montrent que **les micro-entrepreneurs ont besoin d'être accompagnés pour solidifier leur modèle économique et pour réellement assurer leur propre emploi**. Cela permettra d'éviter le cumul d'une activité salariée avec l'activité entrepreneuriale qui constitue un frein - en termes de temps et d'énergie - pour développer correctement le projet entrepreneurial. Augmenter la stabilité financière des micro-entrepreneurs, c'est augmenter la pérennité de leur entreprise, qui est aujourd'hui moindre par rapport aux entreprises classiques.

### MISE EN ŒUVRE

#### Objectifs poursuivis

- **Assurer une assise financière aux personnes qui sont en situation de précarité** en même temps qu'elles entreprennent en tant que micro-entrepreneur, pour leur donner un sas de respiration et leur permettre de développer leur entreprise dans leur plein potentiel,
- **Accompagner les micro-entrepreneurs qui exercent ou qui souhaitent exercer en activité principale** pour que leur projet leur permette de générer un revenu mensuel conforme à leurs situations.

#### Actions identifiées

Il s'agit d'une part d'identifier les micro-entrepreneurs qui sont dans une situation de précarité. Pour cela, il faut leur faire savoir que des dispositifs d'aide existent (publicités, mails...). Il est aussi possible de créer un réseau de "sourceurs" (banques, assurances, Urssaf...), des acteurs capables de savoir quand une personne est en difficulté.

Une fois identifiés, il s'agit de leur permettre de souffler soit en les aidant à trouver des financements, soit en mettant en place des fonds spécifiques destinés aux entrepreneurs en situations de précarité. Il s'agit aussi de les accompagner pour faire en sorte que leur projet entrepreneurial se développe (étude de marché, pricing, réseautage...).

#### Parties prenantes

- Micro-entrepreneurs en situation de précarité ou qui ne génèrent pas un revenu suffisant pour vivre de leur activité alors qu'ils le souhaiteraient
- Acteurs de l'accompagnement des micro-entrepreneurs
- Financeurs (acteurs publics, fondations, mécènes, philanthropes...)
- Banques, assurances, recouvrement, Urssaf...

#### Conditions de réussite

Il est essentiel d'identifier les micro-entrepreneurs concernés et de leur proposer des solutions relativement faciles à mettre en œuvre sous la forme d'opérations "coup de pouce", nécessairement liées à un accompagnement de fond sur le modèle économique et commercial du projet entrepreneurial.



## 6/ AMÉLIORER LA PROTECTION SOCIALE DES MICRO-ENTREPRENEURS, ET NOTAMMENT DES MOINS DE 25 ANS

### ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Si elle s'est améliorée ces dernières années, la demande d'une amélioration de la protection sociale reste entière pour les micro-entrepreneurs, notamment sur les aspects liés à la retraite complémentaire, au chômage ou aux indemnités de congé. Les minimas sociaux ou le chômage peuvent être cumulés avec les revenus générés par la micro-entreprise (en-deçà d'un certain seuil), mais cela vaut surtout pour les personnes de plus de 25 ans, alors que beaucoup de jeunes créent leur micro-entreprise.

Cela est d'autant plus vrai pour les jeunes que ces derniers travaillent plus souvent par l'intermédiaire de plateformes, qui font l'objet de revendications fortes depuis plusieurs années maintenant, le recours aux indépendants et micro-entrepreneurs étant considérés comme du salariat déguisé (donc sans les avantages sociaux qui vont avec le salariat). Les discussions vont bon train en Europe et les réglementations arrivent progressivement pour encadrer le statut des travailleurs de plateforme. Des coopératives de livreurs ou de chauffeurs se développent, à l'instar de la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) "VTC Officiel" qui regroupe plus de 500 chauffeurs franciliens et leur offre de meilleures conditions de travail.

### MISE EN ŒUVRE

#### Objectifs poursuivis

- Sensibiliser les micro-entrepreneurs pour qu'ils cotisent en-dehors de la cotisation qui est payée mensuellement ou trimestriellement,
- Faire en sorte que l'Etat continue d'améliorer la protection sociale des micro-entrepreneurs sur le chômage, la retraite et la santé, et protège davantage les personnes âgées de moins de 25 ans,
- Amener les micro-entrepreneurs à transformer leur statut, y compris vers des coopératives, pour bénéficier d'une meilleure couverture sociale ou pour sortir d'une situation de salariat déguisé.

#### Actions identifiées

Il s'agit ici de faire des actions de plaidoyer auprès de l'Etat pour améliorer la protection sociale des micro-entrepreneurs,

de manière générale sur les sujets liés au chômage ou à la retraite, et de manière plus spécifique auprès de publics particulièrement en difficulté (jeunes de moins de 25 ans, travailleurs de plateformes, micro-entrepreneurs en salariat déguisé...). Par exemple, il peut s'agir de simplifier le passage de la micro-entreprise à l'allocation des travailleurs indépendants (règles à trouver plus simples que la liquidation ou le redressement judiciaire).

Il est aussi question d'inciter les micro-entrepreneurs qui génèrent suffisamment de chiffre d'affaires de souscrire à des offres complémentaires pour se protéger davantage. Cela peut passer par des actions de communication, par la formation et l'accompagnement. Plus largement, il s'agit d'aider les micro-entrepreneurs en salariat déguisé à sortir de cette situation en diversifiant les clients et en refusant les modalités d'exercice du travail imposées par le client. Enfin, des perspectives existent pour accompagner les travailleurs de plateformes à retrouver un emploi dans de meilleures conditions, avec la création de plateformes dédiées sous la forme de coopératives par exemple. A l'image de la coopérative VTC Officiel, ces nouveaux modèles peuvent être favorisés par des syndicats (l'intersyndicale nationale VTC pour VTC Officiel) et des conseils départementaux (Seine-Saint-Denis pour VTC Officiel).

#### Parties prenantes

- Etat
- Acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat
- Syndicats et organismes de défense des micro-entrepreneurs
- Conseils départementaux
- Tous les micro-entrepreneurs, et particulièrement ceux de moins de 25 ans, les travailleurs de plateformes et ceux qui sont en salariat déguisé

#### Conditions de réussite

Les actions de plaidoyer auront d'autant plus de chance d'être écoutées que les acteurs seront nombreux à porter les messages.

Les offres de protection sociale complémentaires doivent être adaptées aux besoins et aux portefeuilles de micro-entrepreneurs.



# CHAPITRE 7

**ANNEXES**

# RÉFÉRENCES

## P.09

Baptiste Rubat du Mérac, “28 avril 2008 : présentation du statut de l'auto-entrepreneur dans la LME”, Journal du Net, juillet 2010

INSEE, “Essor des créations de sociétés et de micro-entrepreneurs en 2021”, Insee Première, n° 1892, février 2022

INSEE, “Micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 : dans les transports, deux sur trois travaillent via une plateforme numérique”, Insee Première, n° 1821, octobre 2020

Urssaf, “Les auto-entrepreneurs fin décembre 2021”, Stat'ur conjoncture n°346, Juillet 2022

## P.10

Gatien Guemas, “La création d'entreprise en France en 8 chiffres [Édition 2023]”, Tool Advisor, Janvier 2023

Le Mag de l'entreprise, “Dans quel secteur d'activité y a-t-il le plus de créations d'entreprises en France ?”, 2022

Xerfi, “Bilan national des entreprises”, Janvier à décembre 2021

INSEE, “Entrepreneuriat féminin : la parité avance à petits pas”, Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes n°86, mars 2021

## P.11

Crocis, “Auto-entrepreneurs en Île-de-France : un régime devenu moins attractif, mais prisé par les jeunes et les femmes”, CCI Paris Ile-de-France, juillet 2017

Laetitia Dablang, Neila Saidi, Anne Aguilera, Alina Bekka, Nicolas Lazarevic, et al., “Enquêtes sur les micro-entrepreneurs de la livraison instantanée à Paris”, IFSTTAR - Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux. 2019, 195p. ([hal-02374915](#))

INSEE, “Les entreprises en France”, Insee références, Édition 2021

## P.12

LegalPlace, “Quel est le profil type du créateur de micro-entreprise (anciennement auto-entreprise) en 2023 ?”, janvier 2023

Denis Giordano, Se débrouiller face à une précarité qui n'en finit plus”, The conversation, Juin 2022

Michelle Hentic-Giliberto, Robert Paturel, “Quelles caractéristiques distinctives pour les micro-entrepreneurs ?”, Cairn, 2017

INSEE, “Auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 : trois ans après, 36 % sont actifs”, INSEE Première n°1765, Juillet 2019

Laetitia Dablang, Neila Saidi, Anne Aguilera, Alina Bekka, Nicolas Lazarevic, et al., “Enquêtes sur les micro-entrepreneurs de la livraison instantanée à Paris”, IFSTTAR - Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux. 2019, 195p. ([hal-02374915](#))

Unédic, “Allocataires entrepreneurs - enquête sur les profils, motivations et projets”, Juillet 2022

## P.15

Fondation Travailler Autrement, “Les travailleurs indépendants : Identités, perceptions et besoins - rapport d'étude quantitative”, octobre 2018

## P.16

Sophia Galère et Claire Le Breton, “Travailleurs des plateformes : quand l'entraide devient un piège”, mars 2022

LegalPlace, “Quel est le profil type du créateur de micro-entreprise (anciennement auto-entreprise) en 2023 ?”, Janvier 2023

## P.17

INSEE, “En 2019, le revenu d'activité moyen des non-salariés baisse après plusieurs années de hausse”, Insee Première n°1870, Juillet 2021

INSEE, “Les auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 - Situation initiale, situation en 2017 et en 2019, 5 ans après la création”, INSEE Résultats, Janvier 2022

Fondation Travailler Autrement, “Les travailleurs indépendants : Identités, perceptions et besoins - rapport d'étude quantitative”, Octobre 2018

## P.18

Fondation Travailler Autrement, “Les travailleurs indépendants : Identités, perceptions et besoins - rapport d'étude quantitative”, Octobre 2018

## P.19

INSEE, “Les entreprises en France”, Insee références, Édition 2021

# RÉFÉRENCES

## P.23

INSEE, “Le chiffre d’affaires des auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 croissait continûment avant la crise sanitaire”, Insee Première, n° 1873, Septembre 2021

INSEE, “Les auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 - Situation initiale, situation en 2017 et en 2019, 5 ans après la création”, INSEE Résultats, Janvier 2022

INSEE, “Micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 :”dans les transports, deux sur trois travaillent via une plateforme numérique”, Insee Première, n° 1821, octobre 2020

Bpifrance, “L’accompagnement du créateur : comment ça marche ?”, février 2020

Fondation Travailler Autrement, “Les travailleurs indépendants : Identités, perceptions et besoins - rapport d’étude quantitative”, octobre 2018

## P.24

INSEE, “Micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 :”dans les transports, deux sur trois travaillent via une plateforme numérique”, Insee Première, n° 1821, octobre 2020

## P.25

INSEE, “Micro-entrepreneurs immatriculés en 2018 :”dans les transports, deux sur trois travaillent via une plateforme numérique”, Insee Première, n° 1821, octobre 2020

## P.36

INSEE, “Essor des créations de sociétés et de micro-entrepreneurs en 2021”, Insee Première, n° 1892, février 2022

## P.37

INSEE, “En 2019, le revenu d’activité moyen des non-salariés baisse après plusieurs années de hausse”, Insee Première n°1870, Juillet 2021

## P.38

INSEE, “En 2019, le revenu d’activité moyen des non-salariés baisse après plusieurs années de hausse”, Insee Première n°1870, Juillet 2021



# LISTE DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT IDENTIFIÉS (1)

Structure	Catégorie	Date de création	Périmètre géographique
50 partners le loft	Espace de coworking	2012	Paris
A LIFE CONSULTING	Assureur	2017	France
Acte44	Association	2008	Loire Atlantique
Action'elles - Délégation Paris-Ile de France	Association Réseau national de création, reprise et franchise	1994	Ile de France, Auvergne Rhône Alpes, Nouvelle Aquitaine
ADIE	Association	1989	France entière (180 agences)
AGEFICE (Fonds d'Assurance Formation (FAF) du Commerce, de l'Industrie et des Services)	Fonds d'assurance formation	1991	France entière
AGIRabcd Paris - Petite couronne	Association	1983	31 départements pour la création d'entreprise
AlloVoisins	Plateforme de jobbing	2012	France entière
ARES	EITI (Entreprise d'insertion par le travail indépendant) Groupe d'entreprises et d'associations «tremplins» à but non lucratif	1991	France
BGE Adil (Agence pour le développement de l'initiative locale)	- Associations	1980	France (39 structures sur le territoire national)
Boréal Innovation	Coopérative	2014	Bouches du Rhône / Marseille
Bouge ta boîte	Réseau d'affaires 100 % féminin	2016	France (115 villes couvertes)
Bpifrance (regroupement de l'Agence France Entrepreneur et de la CDC)	Banque publique d'investissement	2019	France entière
Cellule d'aide aux TPE de la ville de Bordeaux	Cellule d'aide aux TPE	2020	Ville de Bordeaux
Chambre des Métiers et Artisanat	Acteurs publics	1929	France
Citéslab (Bpifrance)	Programme	2019	France
Clara	CAE (Coopérative d'activité et d'emploi)	2006	France
ComCom	Cabinet d'expertise comptable	1999	France

# LISTE DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT IDENTIFIÉS (2)

Structure	Catégorie	Date de création	Périmètre géographique
Coopérative des chauffeurs VTC	CAE (coopérative d'activités et d'emploi)	2022	Ile-de-France
COOPÉTIC	CAE (coopérative d'activités et d'emploi) dédiée aux métiers de la communication, du web et de l'audiovisuel et des médias.	2009	Paris
Coup de pouce (Région Normandie)	Programme	2019	Normandie
Couveuse INTERFACE	Couveuse d'entreprise	1999	Marseille / Var
Dougs	Plateforme internet/webapp	2014	France
E'couveuz' - PCE	Première couveuse d'entreprise 100% digitalisée	2021	France
ECTI Professionnels seniors bénévoles Agglomération parisienne	Association	1970	Plusieurs régions françaises et à l'international
EGEE	Antenne régionale de l'association de cadres retraités bénévoles	1983	France
Entreprendre au féminin Bretagne	Association	2008	Bretagne
Entrepreneurs dans la Ville	Programme créé par Sport dans la Ville et l'EML	2007	Lyon, Marseille, Paris, Saint Etienne, Lille, Paris, Grenoble
Entreprises pour la cité	Organisation à but non lucratif	1986	France
Envi	Ecole	2022	Paris
Eurêka Occitanie	Cabinet de conseil	2017	Gers et Ouest toulousain
Evo-Portail	Plateforme internet d'aide à la gestion + de conseil pour les auto-entrepreneurs.	2010	France
Evoliti	Coaching pour les TPE + Start-ups.	non renseigné	France
Fédération des auto-entrepreneurs	Syndicat	2009	France

# LISTE DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT IDENTIFIÉS (3)

Structure	Catégorie	Date de création	Périmètre géographique
Femmes des territoires	Organismes et réseaux dédiés à l'entrepreneuriat féminin	NR	France ( 40 antennes)
Figeacteurs	Association et Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE)	2015	Territoire de Figeac
Fondation Travailler Autrement	Fondation créée à l'initiative des groupes ITG, Alixio et IGS ainsi que des syndicats CFDT et CGT-cadres.	2013	France
Force femmes	Association	2005	Présente en France dans 8 villes (Lille, Reims, Paris, Strasbourg, Nantes, Lyon, Boredeaux, Marseille, St Etienne) et partout en France digitalement)
Founder Square	Programme d'incubation pour start-ups.	2021	France
France active	Associations	1995	France
France créa dons	Association	2020	France
Germinal (Groupe SOS)	EITI (Entreprise d'insertion par le travail indépendant)	1995	France
H'Up Entrepreneurs	Association qui accompagne des travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH)	2008	France, régions IDF, Auvergne Rhones Alpes, Grand Est, Hauts de France, Bretagne
Hors Piste	Ecole	2022	France
Hub tech centre Val de Loire	Association	NSP	Centre Val de Marne
Initiative France	Réseau associatif ancré dans les territoires qui fédère 207 associations locales.	1985	Partout en France (207 associations locales)
Interfaces	Premier réseau de pépinières d'entreprises en France	1992	Plusieurs territoires de France
Karburan, l'énergie d'entreprendre	Plateforme internet	2005	France

# LISTE DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT IDENTIFIÉS (4)

Structure	Catégorie	Date de création	Périmètre géographique
Karburan, l'énergie d'entreprendre	Plateforme internet	2005	France
Kéobiz	Cabinet d'expertise comptable ; 1 cabinet à Paris et 1 à Rouen.	2012	Paris et Rouen
L'école française	Offre de formations en ligne.	2015	France
L'ouvre boîte	Fait partie des Apprentis d'Auteuil : Fondation catholique reconnue d'utilité publique,	2013	France
La Fabrique à Entreprendre	Acteur régional visant à aider les entrepreneurs localement.	2018	Grand sénonais
Le village by CA	Réseau d'accélérateur de start-ups ancré dans divers pôles locaux en France et à l'étranger.	2022	France et étranger
Legalstart	Plateforme pour aider à la création + gestion des entreprise, notammant d'un point de vue légal.	2011	France
Les premières	Incubateurs régionaux	2005	France, Dom Tom, Luxembourg
Lulu dans ma rue	EITI (Entreprise d'insertion par le travail indépendant) - 1ère de France Conciergerie de quartier	2015	Paris, Lyon
Lyve	LYVE, c'est une initiative de la Métropole de Lyon pour vous aider à entreprendre et surtout à réussir, quel que soit le projet, son envergure ou son secteur d'activité.	2018	Métropole de Lyon
Maison de l'entrepreneur	Cabinet d'expertise comptable.	2012	France
Mampreneures	Réseau de mamans entrepreneuses.	2009	France : différents pôles dans les départements, 19 antennes en tout.
Medinscop	Entreprise collective.	2015	Marseille.
Moovéus	Plateforme internet	2019	France
MOOVJEE (Mouvement pour les jeunes et les étudiants entrepreneurs)	Association ?	2009	Paris, Nantes, Lyon, Toulouse, Lille, Marseille Québec et Tunisie aussi

# LISTE DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT IDENTIFIÉS (5)

Structure	Catégorie	Date de création	Périmètre géographique
Odace	Association	1995	Soule : la plus petite province du Pays basque, territoire très rural.
PAE (Pôle Auto-entrepreneur)	Portail de gestion et de création des auto-entrepreneurs et indépendants	2020	France
Pivod	Composé d'associations juridiquement indépendantes	1986	En région parisienne (75, 77, 78, 93), dans le Nord-Pas-de-Calais (59) et dans l'Est de la France (54, 57).
Point C (In Extenso)	Entreprise - Expertise comptable	1991	France
Pôle emploi	Organisme public	2008	National
Pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PEPITE)	Réseau d'étudiants-entrepreneurs.	?	France.
Portail Entrepreneur	Acteur de l'accompagnement Plateforme en ligne	2008	National
<a href="#">Positive Planet</a>	Association	2006	L'association est présente dans 170 QPV (Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville) à travers 46 lieux d'implantation répartis sur 5 régions : Ile-de-France, Hauts-de-France, Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.
Prêt pro	Réseau de courtiers	2006	France
Propulse by CA	Banque (suite de <a href="#">jesuisentrepreneur.fr</a> géré par le CA depuis 2010)	2022	France
Qonto	Néobanque	2017	Allemagne, Espagne, France et Italie
Relya	Cabinet de conseil	2002	Basé à Vitré (35). Pas de limites géographiques indiquées quant aux entrepreneurs accompagnés.
Réseau des Boutiques de Gestion	Réseau associatif à but non lucratif	1982	France (530 lieux d'accueil sur tout le territoire)
Seniors à votre Service	Plateforme de jobbing	2007	France
Shine	Accompagnement en ligne	2017	France





FONDATION  
ENTREPRENDRE



La Filature - Bât. 5  
32 rue du Faubourg Poissonnière  
75010 Paris  
Tel. 01 85 34 18 96  
Catégorie juridique : Fondation  
SIRET : 538 678 277 00020

